

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 28 JANVIER 2009
VERGADERING VAN 28 JANUARI 2009

PRESENTS-AANWEZIG : Mme-mevr. Jodogne, Bourgmestre ff-Burgemeester wnd; Mme-mevr. Essaidi, MM.-hh. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Nimal, De Herde, Mmes-mevr. Smeysters, Hemamou, Echevins-Schepenen; MM.-hh. Charels, Clerfayt, Van Gorp, Grimberghs, Mmes-mevr. Bouarfa, Nyssens, MM.-hh. El Khattabi, Özkara, Demol, Lahlali, Öztürk, Courtheoux, Mme-mevr. Onkelinx, MM.-hh. Köksal, Dönmez, Mme-mevr. Aliç, M.-h. Bouhjar, Mmes-mevr. Ozdemir, Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, van de Werve de Schilde, Mmes-mevr. Guisse, MM.-hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.- hh. Kaddour, Vanhalewyn, Mme-mevr. Held, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Bouvier, Secrétaire communal-Gemeentesecretaris

ABSENTS-AFWEZIG : MM.-hh. Kökten, Ramdani, Ayad, conseillers communaux-Gemeenteraadsleden

EXCUSES-VERONTSCHULDIGD : Mms-Mevr. Nalbant et/en Durant, conseillères communales-Gemeenteraadsleden

EN DÉBUT DE SÉANCE -- IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : M.-h. Guillaume, Echevin-Schepen, MM.-hh. Van de Werve de Schilde, Grimberghs, Özkara, El Khattabi, El Arnouki, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

Mme Jodogne, Bourgmestre ff, préside l'assemblée qu'elle ouvre en séance publique à **18 heures 45 minutes**.- De openbare vergadering wordt geopend om **18.45 uur** onder voorzitterschap van **mevr. Jodogne**, Burgemeester wnd.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **17 décembre 2008** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **17 december 2008** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Monsieur El Khattabi est désigné par le sort pour voter le premier lors du vote par appel nominal.

De heer El Khattabi is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **Mme Corteville**.

De vertaling staande vergadering wordt door **Mevrouw Corteville** verzekerd.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

SERVICES DU SECRETAIRE COMMUNAL -==- DIENSTEN VAN DE GEMEENTESECRETARIS

Bureau des Assemblées -==- Kantoor der Vergaderingen

**SP 1.- Commissions du conseil communal - Création d'une commission 14
-==- Commissies van de gemeenteraad - Creëren van een commissie 14**

DECISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -==- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 100, 117 et 120;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 décembre
2008,

DECIDE : par appel nominal, l'unanimité
De créer une 14^{ème} commission intitulée "**Intérêts communaux au sein du CHU
Brugmann**"

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikelen 100, 117
en 120;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 23
december 2008;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
om een 14^{de} commissie te creëren genaamd : "**Gemeentelijk belang in de UVC
Brugmann**"

**SP 2.- Commissions du conseil communal - Composition de la commission
14 -==- Commissies van de gemeenteraad - Samenstelling van
de commissie 14**

DECISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -==- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 100, 117 et 120;
Vu sa délibération de ce jour portant création d'une commission 14,
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 décembre
2008,

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité
D'arrêter la composition de cette commission (11 membres) comme suit :

LB : - Filiz GÜLES
- Angelina CHAN
- Colienne LEJEUNE de SCHIERVEL
- Yvan de BEAUFFORT
- Gisèle GUISSÉ
- Sadik KÖKSAL
P.S. : - Jean-Pierre VAN GORP
- Bernadette VRIAMONT
- Derya ALIÇ
ECOLO : - Vincent VANHALEWYN
CdH : - Denis GRIMBERGHS

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikelen 100, 117
en 120;

Gelet op het raadsbesluit van vandaag bij dewelke een nieuwe commissie 14
gecreëerd word

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 december 2008;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Om de samenstelling van deze commissie (11 leden) als volgt aan te nemen :

- LB : - Filiz GÜLES
- Angelina CHAN
- Colienne LEJEUNE de SCHIERVEL
- Yvan de BEAUFFORT
- Gisèle GUISSÉ
- Sadik KÖKSAL
- P.S. : - Jean-Pierre VAN GORP
- Bernadette VRIAMONT
- Derya ALIÇ
- ECOLO : - Vincent VANHALEWYN
- CdH : - Denis GRIMBERGHS

* *

M. Özkara et M. Guillaume entrent en séance.

* *

SERVICES DU RECEVEUR COMMUNAL -=- DIENSTEN VAN DE GEMEENTEONTVANGER

Taxes -=- Belastingen

**SP 3.- Règlement redevance relatif au stationnement payant - Modification
-=- Reglement bijdrage op het betalend parkeren - Wijziging**

M. Van Gorp intervient.

M. Noël répond.

M. Clerfayt intervient.

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 27 voix contre 3 et 10 abstentions -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 27 stemmen tegen 3 en 10 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur, modifiée par la loi du 7 février 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage des voies publiques et ses modifications subséquentes

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées et ses modifications subséquentes ;

Vu sa délibération du 17 septembre 2008 votant le règlement redevance relatif au stationnement payant ;

Vu les règlements complémentaires de circulation routière interdisant le stationnement en certains endroits, sauf usage régulier d'un « horodateur » ou de tout autre système de stationnement payant et pour la durée que cet usage autorise ;

Vu que les places disponibles sur la voie publique sont en nombre insuffisant, qu'il y a lieu d'assurer une rotation dans le stationnement des véhicules afin de permettre une juste répartition du temps de stationnement pour les usagers ;

Vu qu'afin d'assurer la rotation dans le stationnement des véhicules, il s'indique de contrôler la limitation de la durée de stationnement imposée aux endroits indiqués par le règlement de police en faisant usage en ces endroits, d'appareils dits « horodateurs » ou de tout autre système de stationnement payant ;

Vu que la mise en place de ces systèmes, la création ou l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent de lourdes charges pour la commune ;

Vu qu'il s'impose d'adapter le tarif pour le stationnement par demi journée au coût réel du service et de le porter à €20 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE par appel nominal, par 27 voix contre 3 et 10 abstentions

Règlement redevance relatif au stationnement payant

Article 1

Il est établi une redevance pour le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique.

Est visé le stationnement d'un véhicule à moteur sur les lieux où ce stationnement est autorisé et dans lesquels l'usage régulier des appareils « horodateurs » ou tout autre système de stationnement payant est imposé.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale.

Par lieux assimilés à une voie publique, il y a lieu d'entendre les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4, & 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines.

Article 2

A. La redevance est fixée comme suit :

Pour le stationnement par les usagers d'un véhicule à moteur :

1. 1,00€ pour la première heure (fractionnable)
2. 1,50€ pour la deuxième heure (fractionnable)
3. 0,10€ pour les usagers désireux de stationner pour une très courte durée de maximum ¼ heure.

Cette tarification correspond au « Tarif 2 », mentionné sur les « horodateurs » et est applicable selon les modalités indiquées sur l'appareil. Elle donne droit à une durée de stationnement ininterrompue maximum de 2 heures.

L'utilisateur aura toujours la possibilité d'opter pour le système forfaitaire suivant :

1. 20,00€ pour la matinée (jusqu'à 13h00)
2. 20,00€ pour l'après-midi (à partir de 13h00)

Cette tarification correspond au « Tarif 1 », mentionné sur les « horodateurs » et est applicable selon les modalités indiquées sur l'appareil.

La durée de stationnement souhaitée par l'usager sera constatée par l'apposition, de façon visible derrière le pare-brise avant de son véhicule, du billet que l'appareil « horodateur » délivre suite au paiement de la redevance susvisée, soit par tout autre preuve qu'il a acquitté la redevance.

B. Par dérogation à l'alinéa précédent et ce pour autant que la signalisation l'autorise (E9a+G4e), la redevance ne sera pas due par les riverains/détenteurs de cartes communales de stationnement qui apposeront, de manière visible et derrière le pare-brise avant de leur véhicule, la carte de stationnement délivrée par la commune, conformément à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007. Cette gratuité est aussi valable pour les véhicules de carsharing clairement identifiables.

C. La gratuité sera accordée au stationnement des véhicules des usagers handicapés.

Le statut de personne handicapée se constate au moment du stationnement par l'apposition, de manière visible et derrière le pare-brise de son véhicule avant, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

D. Par dérogation aux dispositions reprises à l'alinéa A, le personnel médical, paramédical et les vétérinaires, lors d'interventions à domicile, sont autorisés à stationner à titre gratuit pour une durée maximale de deux heures, ceci pour autant que le véhicule utilisé soit clairement identifiable. L'apposition du disque bleu sur la face interne du pare-brise avant du véhicule avec indication de l'heure d'arrivée est cependant requise pour faciliter le contrôle de la durée du stationnement autorisé.

Article 3

La redevance est due par le conducteur ou, à défaut d'identification de celui-ci, par le titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule dès le moment où le véhicule est stationné et est payable par insertion dans les appareils de pièces de monnaie, de cartes magnétiques admises par ceux-ci, soit par tout autre moyen de paiement appliqué à la zone de stationnement en question, soit par virement au compte du gestionnaire de stationnement.

Article 4

Il sera toujours considéré que l'utilisateur a opté pour le paiement du tarif forfaitaire, visé à l'article 2, A, lorsque celui-ci n'aura pas apposé, de façon visible derrière le pare-brise avant de son véhicule, le billet que l'appareil « horodateur » délivre, ou tout autre preuve de paiement, suite au paiement de la redevance visée à l'article 2.

Il en sera de même lorsque le véhicule n'a pas quitté l'emplacement de stationnement à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

Lors de l'application d'office du système de paiement forfaitaire en raison de ce qui est défini aux alinéas précédents du présent article, il sera apposé, par le gardien de parking, sur le pare-brise avant du véhicule une invitation à acquitter la redevance dans les 10 jours.

Article 5

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Article 6

Le stationnement d'un véhicule à moteur dans des endroits où le stationnement est réglementé par des appareils « horodateurs » se fait au risque de l'utilisateur ou de celui au nom duquel le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradation ou de perte du véhicule.

Article 7

La présente délibération sort ses effets le 5^{ième} jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 17 septembre 2008 visée en préambule.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 betreffende de toelating aan de gemeenten, parkeerretributies vast te stellen toepasselijk op motorvoertuigen en de daaropvolgende wijzigingen volgens de wet van 7 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende de algemene reglementering op de politie van het wegverkeer en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor personen met een handicap en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet zijn raadsbesluit van 17 september 2008 stemmend het retributiereglement betreffende het betaald parkeren;

Gelet op het feit dat bijkomende verkeersreglementen het parkeren verbiedt op sommige plaatsen, met uitzondering van het regelmatige gebruik van de parkeerautomaten of alle andere systemen van betaald parkeren en voor de duur welke deze toelaat;

Gelet dat de beschikbare plaatsen op de openbare weg in onvoldoende aantallen zijn, is het nodig een rotatie te verzekeren bij het parkeren van voertuigen teneinde een betere verdeling van de parkeertijd voor de gebruikers te bekomen;

Gelet om de rotatie bij het parkeren van voertuigen te kunnen verzekeren, wijst op de controle van de toegelaten parkeertijd opgelegd op de door het

politiereglement voorgeschreven plaatsen gebruik makend op deze plaatsen van parkeerautomaten of ieder ander betalend parkeersysteem;

Gelet de invoering van deze systemen, de creatie of de verbetering van de parkeermogelijkheden voor de gemeente aanzienlijke lasten met zich meebrengen;

Gelet dat de aanpassing van het tarief zich opdringt voor het parkeren van een halve dag aan de werkelijke kostprijs van deze dienst en die op €20 brengen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 27 stemmen tegen 3 en 10 onthoudingen

Retributiereglement betreffende het betaald parkeren

Artikel 1

Er wordt een retributie gegeven voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg of op de plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg.

Dit reglement beoogt het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar dat parkeren toegelaten is en waar het regelmatig gebruik van de parkeerautomaten of een ander systeem van betalend parkeren verplicht is.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden.

Onder met een openbare weg gelijkgestelde plaatsen verstaat men de parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg, zoals vermeld in artikel 4, § 1, 2e lid, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten.

Artikel 2

A. De retributie wordt als volgt vastgesteld:

Voor het parkeren door de gebruikers van een motorvoertuig:

1. € 1,00 voor het eerste uur (fractioneerbaar);
2. € 1,50 voor het tweede uur (fractioneerbaar);
3. € 0,10 voor gebruikers die wensen te parkeren voor zeer korte tijd met een maximum van ¼ u.

Deze tarifiering stemt overeen met het "Tarief 2" weergegeven op de parkeerautomaten en zijn van toepassing volgens de instructies vermeld op de automaten. Zij geeft recht op een ononderbroken parkeertijd van maximum 2 uren.

De gebruiker heeft steeds de mogelijkheid om voor het volgende forfaitair stelsel te kiezen:

1. € 20,00 voor de voormiddag(zijnde tot 13 uur);
2. € 20,00voor de namiddag(zijnde vanaf 13 uur);

Deze tarifiering stemt overeen met het "Tarief 1" weergegeven op de parkeerautomaten en zijn van toepassing volgens de instructies vermeld op de automaten.

De door de gebruiker gewenste parkeerduur wordt vastgesteld door het zichtbaar aanbrengen achter de voorruit van het voertuig van hetzij het ticket dat de parkeerautomaat afprint na de betaling van bovenvermelde retributie, hetzij elk ander bewijs dat aan de retributie werd voldaan.

B. In afwijking aan het vorige lid en in zoverre de signalisatie het toelaat (E9a+G4e), is de retributie niet verschuldigd door de bewoners/houders van gemeentelijke parkeerkaarten aangebracht, zichtbaar achter de voorruit van hun voertuig, en uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 9 januari 2007. Deze kosteloosheid is ook van toepassing voor de duidelijk geïdentificeerde carsharingsvoertuigen;

C. Het parkeren is gratis voor de voertuigen gebruikt door personen met een handicap.

Het statuut van "persoon met een handicap" wordt beoordeeld op het ogenblik van het parkeren door het aanbrengen op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999;

D. De beschikkingen vermeld in het lid A zijn niet van toepassing voor het medisch-, paramedisch personeel en veeartsen tijdens hun huisbezoeken voor een maximumduur van twee uur, op voorwaarde dat het gebruikte voertuig duidelijk identificeerbaar is. Het plaatsen van de parkeerschijf aan de binnenzijde van de

voorrui of vooraan het voertuig is hiertoe vereist met de vermelding van het uur van aankomst noodzakelijk bij de controle van de toegelaten parkeertijd.

Artikel 3

De retributie is verschuldigd door de bestuurder van het voertuig of indien deze niet gekend is, door de titularis van de nummerplaat van het voertuig van zodra het voertuig geparkeerd is, en is betaalbaar hetzij door het insteken in het apparaat van muntstukken of bepaalde magneetkaarten hetzij door elke andere vorm van betaling die voor de betrokken zone van toepassing is, hetzij door overschrijving op de rekening van de parkeerbeheerder.

Artikel 4

De gebruiker van een motorvoertuig die het ticket van de parkeerautomaat of elk ander bewijs van betaling, bekomen na betaling van de in artikel 2 bedoelde retributie niet zichtbaar achter de voorruit van zijn voertuig plaatst, wordt steeds geacht te kiezen voor de betaling van het in artikel 2 bedoelde forfaitaire tarief.

Hetzelfde is van toepassing wanneer een voertuig de parkeerplaats niet heeft verlaten en waarbij de toegelaten parkeertijd is verstreken.

Bij toepassing van het forfaitaire systeem zoals in de voorgaande alinea's van dit huidige artikel is gedefinieerd, brengt de parkeerwachter een uitnodiging tot betaling, binnen de 10 dagen, van de beoogde retributie, worden aangebracht op de voorruit van het voertuig.

Artikel 5

Bij gebrek aan betaling, zal de inning van de retributie vervolgd worden voor de bevoegde burgerlijke rechtbanken.

Artikel 6

Het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar het parkeren is gereguleerd door parkeerautomaten gebeurt op risico van de gebruiker of van diegene onder wiens naam het voertuig is ingeschreven. Het betalen van de retributie geeft enkel recht op parkeren en niet op één of ander toezicht. Het gemeentebestuur kan onder geen enkel beding aansprakelijk gesteld worden voor schade aangebracht aan het voertuig of diefstal ervan.

Artikel 7

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5^{de} dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 17 september 2008 bedoeld in de inleiding.

* *

MM. Van de Werve de Schilde, El Khattabi et Grimberghs entrent en séance.

* *

SP 4.- Règlement redevance relatif au stationnement en zone bleue - Modification -- Reglement bijdrage op het parkeren in de blauwe zone- Wijziging

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 27 voix contre 3 et 10 abstentions --- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 27 stemmen tegen 3 en 10 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur, modifiée par la loi du 7 février 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage des voies publiques et ses modifications subséquentes ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées et ses modifications subséquentes ;

Vu sa délibération du 17 septembre 2008 votant le règlement redevance relatif au stationnement en zone bleue ;

Vu les règlements complémentaires de circulation routière interdisant le stationnement en certains endroits, sauf usage régulier du disque de stationnement et pour la durée que cet usage autorise ;

Vu que les places disponibles sur la voie publique sont en nombre insuffisant, qu'il y a lieu d'assurer une rotation dans le stationnement des véhicules afin de permettre une juste répartition du temps de stationnement pour les usagers ;

Vu qu'afin d'assurer la rotation dans le stationnement des véhicules, il s'indique de contrôler la limitation de la durée de stationnement imposée aux endroits prescrits par les règlements ;

Vu que le contrôle de cet usage ainsi que la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent de lourdes charges pour la commune ;

Vu qu'il s'impose d'adapter le tarif pour le stationnement par demi journée au coût réel du service et de le porter à €20 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE par appel nominal, par 27 voix contre 3 et 10 abstentions

Règlement redevance relatif au stationnement en zone bleue

Article 1

Il est établi une redevance pour le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique.

Est visé le stationnement d'un véhicule à moteur sur les lieux où ce stationnement est autorisé conformément aux règlements de police et dans lesquels l'usage régulier du disque de stationnement est imposé.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale.

Par lieux assimilés à une voie publique, il y a lieu d'entendre les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4, & 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines.

Article 2

- A. La redevance est fixée à 20€ par demi journée. Ce tarif permet de stationner, les jours ouvrables (où les jours précisés par la signalisation routière), soit en matinée jusqu'à 13h00 soit l'après-midi à partir de 13h00.
- B. Le stationnement est gratuit pour la durée autorisée par la signalisation routière et lorsque le conducteur a apposé sur la face interne du pare-brise avant du véhicule un disque de stationnement avec indication de l'heure à laquelle il est arrivé conformément à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 ;
- C. Le stationnement est gratuit pour les véhicules des personnes handicapées. La qualité de personne handicapée sera constatée par l'apposition, de manière visible et sur la face interne du pare-brise avant de son véhicule, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.
- D. Le stationnement est gratuit pour le véhicule sur lequel est apposé, de manière visible sur la face interne du pare-brise avant, une carte communale de stationnement ou de riverain valable, délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007.
- E. Le stationnement est gratuit pour les véhicules prioritaires utilisés dans le cadre d'une mission d'urgence, pour les véhicules communaux, régionaux, communautaires et du Foyer schaerbeekois dans l'exercice de leur fonction publique mais également pour les véhicules de carsharing clairement identifiables.
- F. Les riverains d'une commune limitrophe à Schaerbeek, domiciliés dans une des rues limites aux deux territoires et possédant une carte communale de stationnement ou de riverain valable délivrée par leur

administration, sont exonérés de la présente redevance pour autant que leur véhicule se trouve stationné dans une des rues formant la limite entre leur commune et Schaerbeek.

Article 3

La redevance visée à l'article 2, A, est due par le conducteur ou, à défaut d'identification de celui-ci, par le titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule dès le moment où le véhicule a dépassé la durée autorisée de stationnement ou lorsque le disque de stationnement indiquant l'heure d'arrivée n'a pas été apposé sur la face interne du pare-brise avant.

Article 4

Lorsqu'un véhicule est stationné sur un emplacement où s'applique la réglementation sur la zone bleue sans apposition du disque de stationnement ou lorsque la durée autorisée pour le stationnement a été dépassée, il sera apposé par le gardien de parking une invitation à acquitter, dans les 10 jours, la redevance visée à l'article 2, A,.

Article 5

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Article 6

Le stationnement d'un véhicule à moteur en zone bleue se fait au risque de l'utilisateur ou de celui au nom duquel le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradation ou de perte du véhicule.

Article 7

La présente délibération sort ses effets le 5^{ième} jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 17 septembre 2008 visée en préambule.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 betreffende de toelating aan de gemeenten, parkeerretributies vast te stellen toepasselijk op motorvoertuigen en de daaropvolgende wijzigingen volgens de wet van 7 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende de algemene reglementering op de politie van het wegverkeer en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor personen met een handicap en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet zijn raadsbesluit van 17 september 2008 stemmend het retributiereglement betreffende het parkeren in blauwe zone;

Gelet op het feit dat bijkomende verkeersreglementen het parkeren verbiedt op sommige plaatsen, met uitzondering van het regelmatig gebruik van de parkeerschijf en de duur welke deze toelaat;

Gelet dat de beschikbare plaatsen op de openbare weg in onvoldoende aantallen zijn, is het nodig een rotatie te verzekeren bij het parkeren van voertuigen teneinde een betere verdeling van de parkeertijd voor de gebruikers te bekomen;

Gelet om de rotatie bij het parkeren van voertuigen te kunnen verzekeren, wijst op de controle van de toegelaten parkeertijd opgelegd op de door de reglementen voorgeschreven plaatsen;

Gelet dat de controle van dit gebruik alsook de creatie en de verbetering van de parkeermogelijkheden voor de gemeente aanzienlijke lasten met zich meebrengen;

Gelet dat de aanpassing van het tarief zich opdringt voor het parkeren van een halve dag aan de werkelijke kostprijs van deze dienst en die op €20 brengen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 27 stemmen tegen 3 en 10 onthoudingen

Retributiereglement betreffende het parkeren in blauwe zone

Artikel 1

Er wordt een retributie gegeven voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg of op de plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg.

Dit reglement beoogt het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar dat parkeren toegelaten conform aan de politiereglementen en waar het regelmatig gebruik van de parkeerschijf van toepassing is.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden.

Onder met een openbare weg gelijkgestelde plaatsen verstaat men de parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg, zoals vermeld in artikel 4, § 1, 2e lid, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten.

Artikel 2

- A. De retributie is vastgesteld op € 20 per halve dag. Dit tarief laat parkeren toe, elke werkdag (waar de dagen nauwkeurig zijn weergegeven volgens de verkeerssignalisatie), hetzij de voormiddag tot en met 13u00 hetzij de namiddag vanaf 13u00;
- B. Het parkeren is gratis voor de toegelaten parkeerduur door de verkeerssignalisatie en waarbij de gebruiker, achter de voorruit van het voertuig, de parkeerschijf zichtbaar heeft aangebracht met de aanduiding van het uur van aankomst, overeenkomstig artikel 27.1.1 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975;
- C. Het parkeren is gratis voor de voertuigen gebruikt door personen met een handicap. Het statuut van "persoon met een handicap" wordt beoordeeld op het ogenblik van het parkeren door het aanbrengen op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999;
- D. Het parkeren is gratis voor de voertuigen welke zichtbaar achter de voorruit van het voertuig, een gemeentelijke parkeerkaart of geldige bewonerskaart aanbrengen, uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 9 januari 2007;
- E. Het parkeren is gratis voor de prioritaire voertuigen gebruikt in het raam van een urgentieopdracht, de gemeentelijke-, gewestelijke-, gemeenschapsvoertuigen en de voertuigen van de Schaarbeekse Haard, bij de uitvoering van hun openbare functie alsook de carsharingsvoertuigen welke duidelijk te identificeren zijn.
- F. De bewoners van een aangrenzende gemeente met Schaarbeek, gedomicilieerd in één van de grensstraten van de twee grondgebieden en bezittend van een geldige gemeentelijke parkeer- of bewonerskaart afgeleverd door hun gemeentebestuur, zijn evenzeer vrijgesteld van deze huidige retributie in zoverre hun geparkeerd voertuig zich bevindt in één van de straten welke de grens vormt met hun gemeente en Schaarbeek.

Artikel 3

De retributie bedoeld in artikel 2, A, is verschuldigd door de gebruiker van het voertuig of indien de gebruiker niet gekend is, door de titularis van de nummerplaat van het voertuig van zodra het voertuig de toegelaten tijd is overschreden of waarbij de parkeerschijf met de aanduiding van het uur van aankomst niet is aangebracht achter de voorruit.

Artikel 4

Wanneer een voertuig gestationeerd is op een parkeerplaats waar de reglementering van de blauwe zone van toepassing is en zonder het aanbrengen van de parkeerschijf of waar de toegelaten tijd is overschreden, zal door de parkeerwachter een uitnodiging tot betaling, binnen de 10 dagen, van de beoogde retributie in artikel 2, A, worden aangebracht op de voorruit van het voertuig.

Artikel 5

Bij gebrek aan betaling, zal de inning van de retributie vervolgd worden voor de bevoegde burgerlijke rechtbanken.

Artikel 6

Het parkeren van een motorvoertuig in de blauwe zone gebeurt op risico van de gebruiker of van diegene onder wiens naam het voertuig is ingeschreven. Het betalen van de retributie geeft enkel recht op parkeren en niet op één of ander toezicht. Het gemeentebestuur kan onder geen enkel beding aansprakelijk gesteld worden voor schade aangebracht aan het voertuig of diefstal ervan.

Artikel 7

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5^{de} dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 17 september 2008 bedoeld in de inleiding.

SP 5.- Règlement redevance relatif au stationnement avec carte communale de stationnement - Modification --- Reglement bijdrage op het parkeren met een gemeentelijke parkeerkaart - Wijziging

DECISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 27 voix contre 3 et 10 abstentions --- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 27 stemmen tegen 3 en 10 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur, modifiée par la loi du 7 février 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage des voies publiques et ses modifications subséquentes ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées et ses modifications subséquentes ;

Vu sa délibération du 12 septembre 2007 votant le règlement redevance relatif au stationnement avec carte communale de stationnement ;

Vu les règlements complémentaires de circulation routière organisant le stationnement réservé aux détenteurs d'une carte communale de stationnement ;

Vu qu'en vue d'augmenter les possibilités de stationnement pour les riverains et d'autres catégories d'usagers déterminées par le règlement redevance relatif aux cartes communales de stationnement précité, il est nécessaire de faciliter le contrôle du respect des stationnements réservés à ces usagers aux endroits prescrits par les règlements ;

Vu que le contrôle de ces stationnements entraîne de lourdes charges pour la commune ;

Vu qu'il y a donc lieu d'instaurer une redevance destinée à couvrir ces charges et permettre la création et l'amélioration de lieux réservés au stationnement ;

Vu qu'il s'impose d'adapter le tarif pour le stationnement par demi journée au coût réel du service et de le porter à € 20 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE par appel nominal, par 27 voix contre 3 et 10 abstentions

Règlement redevance relatif au stationnement avec carte communale de stationnement

Article 1

Il est établi une redevance pour le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique.

Est visé le stationnement de véhicules à moteur sur les lieux où ce stationnement est autorisé et dans lesquels le stationnement est réservé aux riverains/détenteurs d'une carte communale de stationnement.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale.

Par lieux assimilés à une voie publique, il y a lieu d'entendre les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4, & 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines.

Article 2

La redevance est fixée à 20€ par demi journée. Ce tarif permet de stationner soit en matinée jusque 13h00 soit l'après-midi à partir de 13h00.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les détenteurs d'une carte communale de stationnement ou de riverain valable, délivrée par la commune, conformément à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007, sont exonérés de la présente redevance pour autant que la carte de stationnement soit apposée de manière visible derrière le pare brise avant de leur véhicule. Les riverains d'une commune limitrophe à Schaerbeek, domiciliés dans une des rues limites aux deux territoires et possédant une carte communale de stationnement ou de riverain valable délivrée par leur administration, sont également exonérés de la présente redevance pour autant que leur véhicule se trouve stationné dans une des rues formant la limite entre leur commune et Schaerbeek.

La gratuité sera accordée au stationnement des véhicules des usagers handicapés. Le statut de personne handicapée se constate au moment du stationnement par l'apposition, de manière visible et derrière le pare-brise avant de leur véhicule, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

Par dérogation aux dispositions reprises au premier alinéa, le personnel médical, paramédical et les vétérinaires, lors d'interventions à domicile, sont autorisés à stationner à titre gratuit pour une durée maximale de deux heures, ceci pour autant que le véhicule utilisé soit clairement identifiable. L'apposition du disque bleu sur la face interne du pare-brise avant du véhicule avec indication de l'heure d'arrivée est cependant requise pour faciliter le contrôle de la durée du stationnement autorisé.

Article 3

La redevance est due par le conducteur ou, à défaut d'identification de celui-ci, par le titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule dès le moment où le véhicule est stationné sur des emplacements réservés aux riverains/détenteurs d'une carte communale de stationnement par des règlements complémentaires de circulation routière et est payable par virement au compte du gestionnaire de stationnement. La redevance est également due par le personnel médical, paramédical et les vétérinaires dès le moment où le véhicule a dépassé la durée de gratuité.

Article 4

Lorsqu'un véhicule est stationné sur une place réservée aux riverains/détenteurs de cartes communales de stationnement, sans apposition de la carte communale de stationnement ou de riverain ou lorsque le véhicule utilisé par le personnel médical, paramédical et les vétérinaires a dépassé la durée de gratuité, il sera apposé par le gardien de parking sur le pare-brise avant du véhicule une invitation à acquitter la redevance dans les dix jours.

Article 5

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Article 6

Cette réglementation ne s'applique pas aux conducteurs de véhicules prioritaires dans le cadre d'une mission d'urgence, aux conducteurs de véhicules communaux, régionaux, communautaires et du Foyer schaerbeekois, dans l'exercice de leur fonction publique mais également aux utilisateurs de véhicules de carsharing clairement identifiables.

Article 7

La présente délibération sort ses effets le 5^{ième} jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 12 septembre 2007 visée en préambule.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 betreffende de toelating aan de gemeenten, parkeerretributies vast te stellen toepasselijk op motorvoertuigen en de daaropvolgende wijzigingen volgens de wet van 7 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende de algemene reglementering op de politie van het wegverkeer en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor personen met een handicap en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet zijn raadsbesluit van 12 september 2007 stemmend het retributiereglement betreffende het parkeren met een gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het feit dat bijkomende verkeersreglementen het parkeren voorbehouden aan houders van een gemeentelijke parkeerkaart organiseert;

Gelet met de bedoeling de parkeermogelijkheden te verhogen voor de bewoners en de andere categorieën van gebruikers bepaald in het voornoemde retributiereglement betreffende de gemeentelijke parkeerkaart, is het noodzakelijk de controle te vergemakkelijken wat betreft het respecteren van de voorbehouden parkeerplaatsen op de plaatsen voorzien door de reglementen;

Gelet dat de controle over deze parkeerplaatsen voor de gemeente aanzienlijke lasten met zich meebrengen;

Gelet op de noodzaak een retributie in te stellen bedoeld de lasten te dekken en het creëren en de verbetering toe te laten van de voorbehouden parkeerplaatsen;

Gelet dat de aanpassing van het tarief zich opdringt voor het parkeren van een halve dag aan de werkelijke kostprijs van deze dienst en die op €20 brengen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 27 stemmen tegen 3 en 10 onthoudingen

Retributiereglement betreffende het parkeren met gemeentelijke parkeerkaart

Artikel 1

Er wordt een retributie gegeven voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg of op de plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg.

Dit reglement beoogt het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar dat parkeren toegelaten is en waar de parkeerplaatsen voorbehouden zijn voor de bewoners/houders van een gemeentelijke parkeerkaart.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden.

Onder met een openbare weg gelijkgestelde plaatsen verstaat men de parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg, zoals vermeld in artikel 4, § 1, 2e lid, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten.

Artikel 2

De retributie is vastgesteld op €20 per halve dag. Dit tarief laat parkeren toe hetzij de voormiddag tot en met 13u00 hetzij de namiddag vanaf 13u00.

De beschikkingen vermeld in het vorige lid zijn niet van toepassing voor de houders van een geldige gemeentelijke parkeer- of bewonerskaart, uitgereikt door de gemeente, overeenkomstig het ministerieel besluit van 9 januari 2007 en in zoverre deze zichtbaar achter de voorruit van hun voertuig is aangebracht. De bewoners van een aangrenzende gemeente met Schaarbeek, gedomicilieerd in één van de grensstraten van de twee grondgebieden en bezittend van een geldige gemeentelijke parkeer- of bewonerskaart afgeleverd door hun gemeentebestuur, zijn evenzeer vrijgesteld van deze huidige retributie in zoverre hun geparkeerd voertuig zich bevindt in één van de straten welke de grens vormt met hun gemeente en Schaarbeek.

Het parkeren is gratis voor de voertuigen gebruikt door personen met een handicap. Het statuut van "persoon met een handicap" wordt beoordeeld op het ogenblik van het parkeren door het aanbrengen op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999;

De beschikkingen vermeld in het eerste lid zijn niet van toepassing voor het medisch-, paramedisch personeel en veeartsen tijdens hun huisbezoeken voor een maximumduur van twee uur, op voorwaarde dat het gebruikte voertuig duidelijk identificeerbaar is. Het plaatsen van de parkeerschijf aan de binnenzijde van de voorruit of vooraan het voertuig is hiertoe vereist met de vermelding van het uur van aankomst noodzakelijk bij de controle van de toegelaten parkeertijd.

Artikel 3

De retributie is verschuldigd door de bestuurder van het voertuig of indien deze niet gekend is, door de titularis van de nummerplaat van het voertuig van zodra het voertuig geparkeerd is op de voorbehouden parkeerplaatsen voor bewoners/houders van een gemeentelijke parkeerkaart volgens de bijkomende verkeersreglementen en is betaalbaar door overschrijving op de rekening van de parkeerbeheerder. De retributie is evenzeer verschuldigd door het medisch-, paramedisch personeel en veeartsen vanaf het moment het voertuig de gratis toegelaten tijd heeft overschreden.

Artikel 4

Het motorvoertuig dat gestationeerd is op een voorbehouden plaats voor bewoners/houders van een gemeentelijke parkeerkaart, zonder de voorlegging van de gemeentelijke parkeer- of bewonerskaart of indien het voertuig gebruikt door het medisch-, paramedisch personeel en veeartsen de gratis toegelaten tijd heeft overschreden, zal door de parkeerwachter een uitnodiging tot betaling van de retributie, binnen de 10 dagen, worden aangebracht op de voorruit van het voertuig.

Artikel 5

Bij gebrek aan betaling, zal de inning van de retributie vervolgd worden voor de bevoegde burgerlijke rechtbanken.

Artikel 6

Deze reglementering is niet van toepassing voor bestuurders van prioritaire voertuigen gebruikt in het raam van een urgentieopdracht, de bestuurders van gemeentelijke-, gewestelijke-, gemeenschapsvoertuigen en de voertuigen van de Schaarbeekse Haard, bij de uitvoering van hun openbare functie alsook de gebruikers van carsharingsvoertuigen welke duidelijk te identificeren zijn.

Artikel 7

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5^{de} dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 12 september 2007 bedoeld in de inleiding.

EQUIPEMENT ==- UTRUSTING

Budget ==- Begroting

SP 6.- Budget 2009 - Services ordinaire et extraordinaire - Approbation ==- Begroting 2009 - Gewone - en Buitengewone diensten - Goedkeuring

M. De Herde expose

Mme Onkelinx, MM. Grimberghs, Demol, Clerfayt, Vanhalewyn, interviennent.

M. De Herde répond.

Mme Vriamont, MM. Bouhjar, Van Gorp, Lahlali interviennent.

Mme la Bourgmeister ff répond.

MM. Verzin et Denys répondent.

MM. Charels et Köksal interviennent.

Votes séparé sur plusieurs articles budgétaires ==- Afzonderlijke stemming op diverse begrotingsartikels :

- 040/361/SO/04/61 : Approuvé par 26 voix contre 13 ==- Goedgekeurd met 26 stemmen tegen 13

- 040/367/RC/19/22 : Approuvé par 26 voix contre 13== Goedgekeurd met 26 stemmen tegen 13

- 121/161/RC/48/22 : Approuvé par 27 voix contre 12 et 1 abstention--
Goedgekeurd met 27 stemmen tegen 12 en 1
onthouding
- 424/161/RC/01/22 : Approuvé par 27 voix contre 12 et 1 abstention--
Goedgekeurd met 27 stemmen tegen 12 en 1
onthouding
- 702/443/IP/01/80 : Approuvé par 32 voix contre 3 et 5 abstentions--
Goedgekeurd met 32 stemmen tegen 3 en 5
onthoudingen

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé par 27 voix contre 13 -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 27 stemmen tegen 13

Absents - Afwezig : MM.-hh. Demol; Ramdani, Mme-mevr. Durant, MM.-hh. Kökten, Ayad, Mme-mevr. Nalbant et/en M.-h. El Arnouki

* *

M. Demol quitte la séance.

* *

SP 7.- Dettes bancaires communales - Réaménagement par l'abandon des emprunts structurés au profit d'emprunts classiques -- Gemeentelijke bankschulden - Herschikking door afstand te doen van de gestructureerde leningen ten voordele van klassieke leningen

M. Grimberghs intervient

M. De Herde et M. Guillaume répondent.

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 26 voix contre 13 et 1 abstention -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 26 stemmen tegen 13 en 1 onthouding

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que DEXIA est l'adjudicataire des marchés d'emprunts annuels successifs destinés au financement du service extraordinaire du budget communal ;

Considérant la composition du portefeuille de dette « Part Propre » de l'Administration Communale de Schaerbeek auprès de Dexia constitué de 178 crédits à long terme pour un montant total de EUR 71.666.818,95 en date du 01/01/2009 ;

Etant entendu que Dexia Banque a marqué son approbation sur une opération technique qui permet à la commune d'effectuer un regroupement de ces crédits long terme ;

Vu les fiches techniques et les simulations indicatives, en rapport avec l'opération envisagée, fournies par Dexia Banque, que la commune a parcouru attentivement et qui fournissent toutes les informations utiles concernant l'opération ;

Attendu que ces documents ont permis à la commune de comprendre toutes les informations concernant l'opération envisagée ainsi que les conséquences qui peuvent en découler; que la commune accepte ces conséquences ;

Attendu que l'opération proposée s'intègre dans le cadre de la gestion de la dette publique et de contrats existants et se trouve de ce fait exclue du champ d'application de la réglementation sur les marchés publics;

Vu la proposition indicative de Dexia Banque, datée du 15/12/2008, et jointe à l'annexe n° 1 faisant partie intégrante de la présente délibération, qui comprend une simulation chiffrée permettant de mesurer l'impact de l'opération pour la commune ;

Etant donné les conditions de l'opération et l'évolution rapide des marchés financiers ayant comme conséquence que l'offre définitive de Dexia Banque n'est valable que pendant 24 heures en ce qui concerne les taux ;

Attendu que les conditions de l'opération ont une durée de validité très courte et qu'il est donc nécessaire de réagir rapidement ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

DECIDE : par appel nominal, par 26 voix contre 13 et 1 abstention

Article 1 :

de marquer son accord sur

- le principe de regroupement des emprunts « Part Propre » du portefeuille de dette de la commune, à l'exclusion des emprunts consolidés au dernier trimestre 2008, selon la répartition suivante en accord avec la proposition indicative se trouvant en annexe n° 1 :
 - a) Les prêts qui présentent une échéance actuelle sur les années 2010 à 2013
Tranches trimestrielles égales en capital
Paiements d'intérêts trimestriels
 - b) Les prêts qui présentent une échéance actuelle sur les années 2015 à 2018
Tranches trimestrielles progressives en capital
Paiements d'intérêts trimestriels
 - c) Les prêts qui présentent une échéance actuelle sur les années 2019 à 2023
Tranches trimestrielles égales en capital
Paiements d'intérêts trimestriels
 - d) Les prêts qui présentent une échéance actuelle sur les années 2023 à 2025
Tranches trimestrielles égales en capital
Paiements d'intérêts trimestriels
- la modification du taux de référence des emprunts vers la référence IRS Ask duration fixée jusqu'à échéance des emprunts (Taux fixe) ;
- le remplacement de la clause d'indemnité de remploi actuelle par la clause suivante : « Toute opération non prévue contractuellement est assimilée à une résiliation unilatérale du contrat par l'administration. Dans ce cas, la banque a droit à une indemnité qui correspond à la perte financière réellement encourue et ce, y compris le manque à gagner pour la banque » ;
- Les autres modalités et conditions des contrats d'emprunts, qui resteront inchangées.

Les modifications énumérées ci-avant entreront en vigueur le jour de la conclusion de l'opération, à savoir le jour de la réception par DEXIA Banque de l'accord signé par le Collège comme prévu dans l'article 2. et pour autant que l'opération envisagée fasse l'objet d'un accord des autorités de tutelle.

Article 2 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de finaliser et d'exécuter la transaction en donnant son accord sur les taux d'intérêts adaptés selon la proposition définitive de Dexia Banque et de transmettre son accord à Dexia Banque dans un délai de 24 heures.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra accepter toute nouvelle proposition transmise par Dexia Banque relative à l'opération décrite à l'article 1er, suite à la non réception de l'accord endéans le délai imparti de 24 heures et si le marché manifeste une variation de plus de 5 bp.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat DEXIA de opdrachtnemer is opeenvolgende jaarlijkse opdrachten bestemd van de financiering van de buitengewone dienst van de gemeente begroting

Overwegende dat de schuldportefeuille "Eigen Aandeel" van de gemeente Schaarbeek bij Dexia Bank 178 langetermijnkredieten bevat voor een totaalbedrag van EUR 71.666.818,95 op datum van 01/01/2009;

Overwegende dat Dexia Bank zijn goedkeuring gegeven heeft voor een technische operatie die de gemeente in staat stelt een hergroepering van haar langetermijnkredieten door te voeren;

Gelet op de technische fiches en de indicatieve simulaties, met betrekking tot deze operatie, verstrekt door Dexia Bank, en die door het Gemeentebestuur aandachtig werden doorgenomen en die nuttige informatie verschaft inzake de operatie;

Dat deze documenten het Gemeentebestuur in staat stellen om alle informatie met betrekking tot deze operatie te begrijpen alsook de gevolgen die eruit kunnen voortvloeien; dat het Gemeentebestuur deze gevolgen aanvaardt;

Overwegende dat de voorgestelde operatie op het beheer van de overheidsschuld en op bestaande overeenkomsten betrekking heeft en dat de wetgeving op de overheidsopdrachten dus niet van toepassing is;

Gelet op het indicatieve voorstel van Dexia Bank, op datum van 15/12/2008, en toegevoegd aan bijlage 1 die integraal deel uitmaakt van deze beslissing, dat een simulatie bevat die toelaat de impact van deze operatie voor de gemeente te bepalen;

Overwegende dat de voorwaarden van de operatie en de snelle evolutie van de financiële markten tot gevolg hebben dat de offerte van Dexia Bank slechts 24 uren geldig blijft wat betreft de rentevoeten;

Overwegende dat de voorwaarden verbonden aan deze technieken slechts beperkt geldig blijven en er dus snel moet gehandeld worden;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met 26 stemmen tegen 13 en 1 onthouding

Artikel 1 :

Akkoord te gaan met :

- het principe om bepaalde leningen "eigen aandeel" uit de schuldportefeuille van de gemeente, met uitzondering van geconsolideerde leningen van laatste trimester 2008, te hergroeperen en overeenkomstig het indicatief voorstel in bijlage
 - a) Leningen die op huidige eindvervaldag komen van 2010 to 2013
 - Gelijke trimestriële aflossingstranches
 - Trimestriële intresten betalingen
 - b) Leningen die op huidige eindvervaldag komen van 2015 to 2018
 - Progressieve trimestriële aflossingstranches
 - Trimestriële intresten betalingen
 - c) Leningen die op huidige eindvervaldag komen van 2019 to 2023
 - Gelijke trimestriële aflossingstranches
 - Trimestriële intresten betalingen
 - d) Leningen die op huidige eindvervaldag komen van 2023 to 2025
 - Gelijke trimestriële aflossingstranches
 - Trimestriële intresten betalingen
- de wijziging van de referentierentevoet bij referentiële leningen in IRS ask duration vastgesteld tot eindvervaldag van de leningen (Vaste rentevoet)
- de vervanging van bestaande clause door de volgende clause: elke niet-contractueel voorziene verrichting tijdens de duur van de lening wordt gelijkgesteld met een eenzijdige verbreking van het contract door het bestuur. In dat geval is de bank gerechtigd een vergoeding te vragen gelijk aan het reëel financieel verlies voor de bank, inclusief de gedeerde winsten. Deze clause zal dus in alle bij de operatie betrokken leningen geïntegreerd worden.
- Andere voorwaarden en modaliteiten van de leningscontracten die ongewijzigd blijven.

Deze wijzigingen zullen op datum van de verwerking van de operatie in voege treden, dit is de dag van de ontvangst van het akkoord van het College zoals voorzien in artikel 2 en voor zover de overwogen operatie onderworpen werd aan een akkoord van de voogdij.

Artikel 2 :

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten de transactie te finaliseren en uitvoeren door zijn akkoord te geven voor de rentevoeten aangepast volgens het definitief voorstel van Dexia Bank en dit akkoord binnen een termijn van 24 uur aan Dexia Bank over te maken

Het College van Burgemeester en Schepenen zal elk nieuw voorstel kunnen aanvaarden dat werd overgemaakt door Dexia Bank, ten gevolge het gebrek aan ontvangst door Dexia Bank binnen de termijn van 24 uur en indien de markt een schommeling van meer dan 5 bp vertoont.

**SP 8.- Garantie à accorder aux lignes de crédits pour le CHU Brugmann --
Waarborg toe te kennen aan de kredietlijnen voor het UVC
Brugmann**

Mme Onkelinx intervient

M. De Herde répond

MM. Clerfayt et Vanhalewyn interviennent

DECISION DU CONSEIL --= BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 30 voix et 10 abstentions --= Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 30 stemmen en 10 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la situation spécifique de l'hôpital « CHU Brugmann » ci-après dénommé « l'hôpital » ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 janvier 2009

Attendu que l'hôpital dispose actuellement d'une avance de trésorerie de 50.000.000 EUR auprès de Dexia Banque, dont un montant de 50.000.000 EUR a été mis à disposition ;

Attendu que l'hôpital a établi un plan de trésorerie pour les années 2009 à 2011, dont il ressort que les besoins de trésorerie s'élèvent au total à 68.400.000 EUR ;

Attendu que du plan d'investissement il ressort que les besoins en emprunts long terme pour les années 2009 à 2011 sont évalués à 86.018.000 EUR ;

Attendu que cette avance de trésorerie, ces besoins de trésorerie futurs et ces emprunts long terme futurs doivent être garantis par les communes associées ;

Par appel nominal, par 30 voix et 10 abstentions

1. DECLARE que la commune se porte irrévocablement caution solidaire envers Dexia Banque, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais de l'avance de trésorerie octroyée ainsi que des avances de trésorerie futures et des emprunts long terme à contracter par l'hôpital dans le cadre de son plan de trésorerie et son plan d'investissement pour l'année 2009, et ce à concurrence d'un montant maximum de 51.467.519,40 EUR

Ce montant représente 33,33 % (1/3) des montants de l'avance de trésorerie existante, des avances de trésorerie futures et des emprunts long terme à contracter. Ce pourcentage représente la quote-part garantie par la commune pour chaque opération d'avance de trésorerie ou d'emprunt ;

2. DECIDE d'accorder la garantie communale aux lignes de crédit du CHU Brugmann jusqu'au 31 décembre 2009 et s'engage à renouveler celle-ci aux mêmes conditions, pour autant que :

- le CHU Brugmann mette en application le plan de gestion contraignant ramenant l'hôpital à l'équilibre dans les délais impartis
- le CHU Brugmann s'engage à respecter strictement ce plan et à prendre immédiatement toute mesure permettant de respecter celui-ci
- la ville de Bruxelles et la commune de Schaerbeek entament dans la première moitié de l'année 2009 des négociations afin d'actualiser la convention d'association dans l'hôpital Brugmann – Brien

3. DECLARE que ce montant reste garanti en cas de modification des modalités de financement (avances de trésorerie/emprunts long terme), pour autant que ces modifications soient approuvées par le Conseil d'administration de l'hôpital ;
4. S'ENGAGE à verser à Dexia Banque les sommes dues en vertu du présent cautionnement dans un délai de 120 jours suivant la demande qui lui en sera faite par lettre recommandée, laquelle précisera les sommes réclamées, Dexia Banque renonçant, exclusivement pour cette opération, à l'exercice du droit aux prélèvements d'office qui lui est octroyé par l'article 139 de la nouvelle loi communale ;
5. S'ENGAGE à payer des intérêts de retard au taux légal en cas de défaut de paiement endéans ce délai de 120 jours, sans préjudice d'autres indemnités dont l'hôpital serait redevable à Dexia Banque en vertu des montants cautionnés.
Le taux légal pour les intérêts de retard est celui déterminé par la loi et plus spécifiquement l'article 1153 du Code civil.

La présente décision est soumise à la tutelle conformément aux ordonnances et arrêtés applicables.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de specifieke toestand van UVC Brugmann, hierna genoemd "het ziekenhuis" ;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 27 januari 2009

Overwegende dat het ziekenhuis momenteel bij Dexia Bank over een thesaurievoorschot van 50.000.000 EUR beschikt ; waarvan een bedrag van 50.000.000 EUR ter beschikking werd gesteld ;

Overwegende dat het ziekenhuis voor de jaren 2009 tot 2011 een thesaurieplan heeft opgesteld, waaruit blijkt dat de thesauriebehoeften in het totaal 68.400.000 EUR bedragen ;

Overwegende dat uit het investeringsplan blijkt dat de behoeften aan langetermijnleningen voor de jaren 2009 tot 2011 op 86.018.000 EUR worden geraamd ;

Overwegende dat dit thesaurievoorschot, deze toekomstige thesauriebehoeften en deze toekomstige langetermijnleningen moeten worden gewaarborgd door de verenigde gemeenten ;

Bij hoofdelijke stemming, met 30 stemmen en 10 onthoudingen

1. VERKLAART dat de gemeente zich ten aanzien van Dexia Bank onherroepelijk hoofdelijk borg stelt, zowel in hoofdsom als intrest, provisies en kosten van het toegekende thesaurievoorschot alsook van de toekomstige thesaurievoorschotten en leningen op lange termijn aan te gaan door het ziekenhuis in het kader van zijn thesaurieplan en zijn investeringsplan voor het jaar 2009, dit ten belopen van een maximum bedrag van 51.467.519,40 EUR. Dit bedrag vertegenwoordigt 33,33 % (1/3) van het bedrag van het bestaande thesaurievoorschot, van de toekomstige thesaurievoorschotten en van het bedrag van de af te sluiten leningen op lange termijn. Dit percentage komt overeen met het aandeel dat door de gemeente wordt gewaarborgd voor elk thesaurievoorschot of elke lening.
2. BESLIST de gemeentelijke waarborg toe te kennen aan de kredietlijnen van het UVC Brugmann tot 31 december 2009 en verbindt er zich toe deze waarborg te hernieuwen aan dezelfde voorwaarden, voor zover dat :
 - het UVC Brugmann het bindende beheersplan uitvoert die het ziekenhuis binnen de toegekende termijn terug naar het evenwicht moet brengen
 - het UVC Brugmann zich ertoe verbindt dit plan strikt na te leven en onmiddellijk alle nodige maatregelen te nemen om dit plan te respecteren
 - de stad Brussel en de gemeente Schaarbeek in de eerste helft van het jaar 2009 onderhandelingen aanknopen om de verenigingsconventie van het hospitaal Brugmann – Brien te actualiseren
3. VERKLAART dat dit bedrag gewaarborgd blijft in geval van wijziging van de financieringsmodaliteiten (thesaurievoorschot / leningen op lange termijn), voor

zover deze wijzigingen goedgekeurd worden door de raad van bestuur van het ziekenhuis ;

4. VERBINDT zich ertoe om binnen een termijn van 120 dagen volgend op de aanvraag die door Dexia Bank bij aangetekend schrijven werd ingediend en waarin de gevorderde sommen gespecificeerd zijn, de sommen te betalen die krachtens deze borgstelling verschuldigd zijn. Uitzonderlijk voor onderhavige operatie, ziet Dexia Bank af van zijn recht op de ambtshalve afname die haar is toegekend in het kader van artikel 139 van de nieuwe gemeentewet.
5. VERBINDT zich ertoe om bij niet-betaling binnen deze termijn van 120 dagen moratoire rente te betalen tegen wettelijk tarief, onverminderd andere schadevergoedingen die het ziekenhuis aan Dexia Bank krachtens de gewaarborgde bedragen verschuldigd zou zijn.
De wettelijke rentevoet voor de moratoire rente is deze die is vastgesteld door de wet en meer in het bijzondere artikel 1153 van de burgerlijke wetboek.
Dit besluit is onderworpen aan het algemene toezicht zoals voorzien in de gemeentewet en de toepasselijke ordonnances.

Contrôle -=- Controle

SP 9.- C.P.A.S. - Modification budgétaire n°4 de l'exercice 2008 -=- Ocmw - Budgettaire wijziging nr. 4 van het dienstjaar 2008

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 30 voix contre 10 -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 30 stemmen tegen 10

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale et notamment son article 117;
Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 13 novembre 2008 arrêtant la modification budgétaire n°3;

Vu l'article 88, § 2 de la loi du 8 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE : par appel nominal, par 30 voix contre 10

d'approuver la délibération du 18 décembre 2009 par laquelle le Conseil de l'Action Sociale modifie le budget pour 2008

Service d'exploitation :	Recettes :	84.244.309,00 €
	Dépenses :	83.524.521,00 €
Service d'investissements :	Recettes :	16.292.966,00 €
	Dépenses :	21.844.689,00 €
Prélèvements :	Recettes :	5.386.435,00 €
	Dépenses :	554.500,00 €
Total des recettes :	105.923.710,00 €	
Total des dépenses :	105.923.710,00 €	

Cette modification budgétaire n°4 n'a aucune incidence sur le montant de la dotation communale

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikels 117 van de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikel 117

Gelet op de beraadslaging van 13 november 2008 waarbij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de begrotingswijziging nr. 3 voor 2008 vastlegt;

Gelet op artikel 88, §2 van de wet van 8 juli 1976, tot regeling van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 30 stemmen tegen 10 de beraadslaging van 13 november 2008 waarbij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn overgaat tot het wijziging van de begroting over 2008, goed te keuren

Uitbatingdienst :	Ontvangsten :	84.244.309,00 €
	Uitgaven :	83.524.521,00 €
Dienst investeringen :	Ontvangsten :	16.292.966,00 €
	Uitgaven :	21.844.689,00 €
Voorafhoudingen :	Ontvangsten :	5.386.435,00 €
	Uitgaven :	554.500,00 €
Totaal der ontvangsten :	105.923.710,00 €	
Totaal der uitgaven :	105.923.710,00 €	

Deze begrotingswijziging nr 3 heeft geen invloed op het bedrag van de gemeentelijke dotatie.

SP 10.- C.P.A.S. - Budget pour l'exercice 2009 -- Ocmw - Begroting voor het dienstjaar 2009

Mme Decoux et M. De Herde exposent

M. Courtheoux, Mme Ozdemir, MM. Vanhalewyn, Dönmez et Köksal interviennent.

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 27 voix contre 10 et 3 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 27 stemmen tegen 10 en 3 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 88 de la loi du 8 juillet 1976, organique des Centres publics d'aide sociale, modifié par la loi du 29 décembre 1988, par la loi du 5 août 1992 et modifié par l'article 29 de l'ordonnance du 3 juin 2003 relative à la tutelle administrative et aux règles financières, budgétaires et comptables des Centres publics d'aide sociale;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la COCOM de la Région de Bruxelles – Capitale du 26 octobre 1995 portant règlement général de la nouvelle comptabilité des C.P.A.S. de la région ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE : par appel nominal, par 27 voix contre 10 et 3 abstentions

- 1) d'approuver le budget 2008 du C.P.A.S. – Administration centrale – arrêté par son Conseil le 15 janvier 2008 à la somme de € 109.143.709.
- 2) de fixer à € 25.637.947 le montant de l'intervention communale pour couvrir le manque de ressources du C.P.A.S.
- 3) de fixer à € 4.097.320 le montant de la dotation de la commune résultant de la restructuration des hôpitaux

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op artikel 88 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn gewijzigd door de wet van 29 december 1988 en de wet van 5 augustus 1992, en door artikel 29 van de ordonnantie betreffende het administratief toezicht en de financiële, budgettaire en boekhoudkundige voorschriften betreffende de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn ;

Gelet op het besluit van het College van de GEMGECOM van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 26 oktober 1995 houdende vaststelling van het Nieuwe Boekhoudingreglement voor de OCMW's ;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 27 stemmen tegen 10 en 3 onthoudingen

- 1) de begroting voor 2009 van het OCMW – Centrale Administratie – vastgesteld door zijn raad op 22 mei 2007 goed te keuren op **€109.143.709**;
- 2) het bedrag van de gemeentelijke tussenkomst voor het begrotingstekort van het OCMW op **€25.637.947** vast te stellen ;
- 3) het bedrag van de gemeentelijke tussenkomst voortvloeiend uit de herstructurering van ziekenhuizen op **€4.097.320** vast te stellen ;

SP 11.- ASBL "Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw "Hulp bij raadplegingen voor zuigelingen gevestigd in de gemeentescholen van Schaarbeek" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu l'approbation des comptes 2007 lors de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration du 07/12/2007 de l'Asbl « Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek » ;

Considérant que ces comptes affichent un résultat positif de 1.244,44€ pour l'exercice 2007 et que le montant total des avoirs atteint 6.515,69€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 10.200€ inscrit à l'article 844/332SS02/78 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 10/03/2008 ;

Considérant que ce montant ne figure donc pas dans les comptes 2007 de l'Asbl ;

Vu la décision du 23 décembre 2008 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 1.244,44€ pour l'exercice 2007 et du montant total des avoirs de 6.515,69€ de l'Asbl « Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek » ;
- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 1.244,44€ pour l'exercice et un montant total des avoirs de 6.515,69€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en

besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigden van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Gelet op het PV van de Algemene Vergadering en van de Raad van Bestuur van 07/12/2007 die de rekeningen 2007 van de VZW "Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek" goedkeurt;

Overwegende dat deze rekeningen een positief saldo van 1.244,44€ voor het dienstjaar 2007 vertonen en dat het bedrag van het creditpost van de VZW bereikt 6.515,69€;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 10.200€, ingeschreven op het artikel 844/332SS02/78 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 10/03/2008;

Overwegende dat dit bedrag dus niet in de rekeningen 2007 van VZW voorkomt;

Gelet op de beslissing van 23 december 2008 waar het College akte neemt van het positief saldo van 1.244,44€ voor het dienstjaar 2007 en van het totale bedrag van het creditpost van 6.515,69€ van de VZW "Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

van

1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek";

2° De rekeningen 2007 van de VZW "Aide aux consultations de nourrissons établies dans les écoles communales de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 1.244,44€ voor het dienstjaar 2007 en een totale creditpost van 6.515,69€ vertonen.

SP 12.- ASBL "Atelier des Petits Pas" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw "Atelier des Petits Pas" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Atelier des Petits Pas » affichent un résultat négatif de 405,02€ pour l'exercice 2007 et que le résultat cumulé atteint 27.662,50€ ;

Considérant que du subsidie communal au montant de 1.500€ inscrit à l'article 844/332SS02/71 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 05/03/2008 ;

Considérant que du subsidie communal au montant de 890€ inscrit à l'article 761/332SS02/71 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 16/04/2008 ;

Considérant que ces montants ne figurent donc pas dans les comptes 2007 de l'Asbl ;

Vu la décision du 23 décembre 2008 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 405,02€ pour l'exercice 2007 et du résultat cumulé de 27.662,50€ de l'Asbl « Atelier des Petits Pas » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Atelier des Petits Pas » ;

- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Atelier des Petits Pas », déposés au dossier, qui affichent un déficit de 405,02€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 27.662,50€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigen van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Atelier des Petits Pas" een negatief saldo van 405,02€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatiewinst van 27.662,50€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 1.500€, ingeschreven op het artikel 844/332SS02/71 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 05/03/2008;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 890€, ingeschreven op het artikel 761/332SS02/71 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 16/04/2008;

Overwegende dat deze bedragen dus niet in de rekeningen 2007 van VZW voorkomen;

Gelet op de beslissing van 23 december 2008 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 405,02€ voor het dienstjaar 2007 en van de cumulatiewinst van 27.662,50€ van de VZW "Atelier des Petits Pas";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Van

- 1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "Atelier des Petits Pas";
- 2° De rekeningen 2007 van de VZW "Atelier des Petits Pas", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 405,02€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatiewinst van 27.662,50€ vertonen.

SP 13.- ASBL "Atout Couleur" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw "Atout Couleur" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 €;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Atout Couleur » affichent un résultat négatif de 314€ pour l'exercice 2007 et que le résultat cumulé atteint - 445€;

Considérant que du subsidie communal au montant de 2.000€ inscrit à l'article 844/332SS02/71 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 05/03/2008 ;

Considérant que ce montant ne figure donc pas dans les comptes 2007 de l'Asbl ;

Vu la décision du 23 décembre 2008 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 314€ pour l'exercice 2007 et du résultat cumulé de - 445€ de l'Asbl « Atout Couleur » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Atout Couleur »;
- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Atout Couleur », déposés au dossier, qui affichent un déficit de 314€ pour l'exercice et un résultat cumulé de - 445€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigden van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Atout Couleur" een negatief saldo van 314€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatieverlies van 445€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 2.000€, ingeschreven op het artikel 844/332SS02/71 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 05/03/2008;

Overwegende dat dit bedrag dus niet in de rekeningen 2007 van VZW voorkomt;

Gelet op de beslissing van 23 december 2008 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 314€ voor het dienstjaar 2007 en van het cumulatieverlies van 445€ van de VZW "Atout Couleur";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

van

- 1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "Atout Couleur";
- 2° De rekeningen 2007 van de VZW "Atout Couleur", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 314€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatieverlies van 445€ vertonen.

SP 14.- ASBL "Bibla lire en classe" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw "Bibla lire en classe" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 €;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Bibla Lire en Classe » affichent un résultat d'exploitation en équilibre pour l'exercice 2007 et que le montant de ses avoirs atteint 4.466,10€;

Considérant que du subsidie communal au montant de 5.000€ inscrit à l'article 767/445SS01/75 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 21/08/2007 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 6.05 « Subvention communale (achat de livres) » de l'exercice d'exploitation 2007 de l'Asbl ;

Vu la décision du 6 janvier 2009 par laquelle le Collège prend acte de l'équilibre de l'exercice d'exploitation 2007 et du montant des avoirs, soit 4.466,10€, de l'Asbl « Bibla lire en classe » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité
Des comptes 2007 de l'Asbl « Bibla Lire en Classe », déposés au dossier, qui affichent un résultat d'exploitation en équilibre pour l'exercice 2007 et des avoirs pour un montant de 4.466,10€ ;

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigen van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Bibla Lire en Classe" een resultaat van gebruik in evenwicht voor het dienstjaar 2007 vertonen en dat het bedrag van creditpost bereikt 4.466,10€;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 5.000€, ingeschreven op het artikel 767/445SS01/75 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 21/08/2008;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 6.05 « Gemeentelijk toelage (aankoop van boeken) », rekeningen 2007 van de VZW, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 6 januari 2009 waar het College akte neemt van het resultaat van gebruik in evenwicht voor het dienstjaar 2007 en van het bedrag van de creditpost, ofwel 4.466,10€, van de VZW "Bibla Lire en Classe";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
Van de rekeningen 2007 van de VZW "Bibla Lire en Classe", bij het dossier gehecht, die een resultaat van gebruik in evenwicht voor het dienstjaar 2007 en een creditpost ten bedragen van 4.466,10€ vertonen.

SP 15.- ASBL "Bruxelles Air Libre" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw "Bruxelles Air Libre" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 €;

Vu l'approbation des comptes 2007 lors de l'Assemblée Générale du 23/04/2008 de l'Asbl « Bruxelles Air Libre » ;

Considérant que ces comptes affichent un résultat négatif de 2.855,83€ pour l'exercice 2007 et que le montant des avoirs de l'Asbl atteint 24.881,17€;

Considérant que du subsidie communal au montant de 2.500€ inscrit à l'article 879/332BG02/01 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 19/12/2007 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : « Subsidies » des comptes 2007 de l'Asbl « Bruxelles Air Libre » ;

Vu la décision du 16 décembre 2008 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 2.855,83€ pour l'exercice 2007 et du montant total des avoirs de 24.881,17€ de l'Asbl « Bruxelles Air Libre » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Bruxelles Air Libre » ;

- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Bruxelles Air Libre », déposés au dossier, qui affichent un déficit de 2.855,83€ pour l'exercice et un montant des avoirs qui atteint au total 24.881,17€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoord van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigden van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Gelet op het PV van de Algemene Vergadering van 23/04/2008 die de rekeningen 2007 van de VZW "Air Libre Brussel" goedkeurt;

Overwegende dat deze rekeningen een negatief saldo van 2.855,83€ voor het dienstjaar 2007 vertonen en dat het bedrag van het creditpost van de VZW bereikt 24.881,17€;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 2.500€, ingeschreven op het artikel 879/332BG02/01 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 19/12//2007;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: "Subsidies", rekeningen 2007 van de VZW, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 16 december 2008 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 2.855,83€ voor het dienstjaar 2007 en van het totale bedrag van het creditpost van 24.881,17€ van de VZW "Air Libre Brussel";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van

1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "Air Libre Brussel";

2° De rekeningen 2007 van de VZW "Air Libre Brussel", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 2.855,83€ voor het dienstjaar 2007 en een totale creditpost van 24.881,17€ vertonen.

SP 16.- ASBL "Enfants et Cie" - Comptes 2007 - Prendre acte ==- Vzw "Kinderen en Cie" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 €;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Enfants et Cie » affichent un résultat négatif de 8.466,54€ pour l'exercice 2007 et que le résultat cumulé atteint -9.069,26€;

Considérant que du subsidie communal au montant de 500€ inscrit à l'article 844/332SS02/71 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 05/03/2008 ;

Considérant que du subsidie communal au montant de 6.000€ inscrit à l'article 761/332SS02/71 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 16/04/2008 ;

Considérant que ces montants ne figurent donc pas dans les comptes 2007 de l'Asbl ;

Vu la décision du 6 janvier 2009 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 8.466,54€ pour l'exercice 2007 et du résultat cumulé de -9.069,26€ de l'Asbl « Enfants et Cie » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Enfants et Cie » ;
- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Enfants et Cie », déposés au dossier, qui affichent résultat négatif de 8.466,54€ pour l'exercice 2007 et un résultat cumulé de -9.069,26€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigen van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Enfants et Cie" een negatief saldo van 8.466,54€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatieverlies van -9.069,26€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 500€, ingeschreven op het artikel 844/332SS02/71 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 05/03/2008;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 6.000€, ingeschreven op het artikel 761/332SS02/71 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 16/04/2008;

Overwegende dat deze bedragen dus niet in de rekeningen 2007 van VZW voorkomen;

Gelet op de beslissing van 6 januari 2009 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 8.466,54€ voor het dienstjaar 2007 en van het cumulatieverlies van -9.069,26€ van de VZW "Enfants et Cie";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

van:

- 1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "Enfants et Cie";
- 2° De rekeningen 2007 van de VZW "Enfants et Cie", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 8.466,54€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatieverlies van -9.069,26€ vertonen.

SP 17.- ASBL "Harmonisation Sociale Schaerbeekoise - HSS" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw " Harmonisation Sociale Schaerbeekoise - HSS " - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu l'approbation des comptes 2007 lors de l'Assemblée Générale du 06/11/2008 de l'Asbl « Harmonisation Sociale de Schaerbeek » ;

Considérant que ces comptes affichent un résultat positif de 4.561€ pour l'exercice 2007 et que le résultat cumulé est de 26.923€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 6.198€ inscrit à l'article 842/332SS02/74 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 07/11/2007 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 736600 « Subventions communales » du compte d'exploitation 2007 de l'Asbl ;

Vu la décision du 16 décembre 2008 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 4.561€ pour l'exercice 2007 et du résultat cumulé de 26.923€ de l'Asbl « Harmonisation Sociale de Schaerbeek » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Harmonisation Sociale de Schaerbeek » ;
- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Harmonisation Sociale de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 4.561€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 26.923€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigden van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Gelet op het PV van de Algemene Vergadering van 06/11/2008 die de rekeningen 2007 van de VZW "Harmonisation sociale de Schaerbeek" goedkeurt;

Overwegende dat deze rekeningen een positief saldo van 4.561€ voor het dienstjaar 2007 vertonen en dat het cumulatiewinst bereikt 26.923€;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 6.198€, ingeschreven op het artikel 842/332SS02/74 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 07/11//2007;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 736600 "Gemeentelijk Subsidies", rekeningen 2007 van de VZW, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 16 december 2008 waar het College akte neemt van het positief saldo van 4.561€ voor het dienstjaar 2007 en van het cumulatiewinst van 26.923€ van de VZW "Harmonisation sociale de Schaerbeek";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van

- 1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "Harmonisation sociale de Schaerbeek";
- 2° De rekeningen 2007 van de VZW "Harmonisation sociale de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 4.561€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatiewinst van 26.923€ vertonen.

SP 18.- ASBL "La Maison de la Laïcité de Schaerbeek" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw " La Maison de la Laïcité de Schaerbeek " - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 €;

Vu l'approbation des comptes 2007 lors de l'Assemblée Générale du 20/03/2008 de l'Asbl « La Maison de la laïcité de Schaerbeek » ;

Considérant que ces comptes affichent un résultat positif de 3.057,66€ pour l'exercice 2007 et que le montant total des avoirs atteint 9.084,96€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 10.000€ inscrit à l'article 790/332BG02/01 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 21/08/2007 à l'Asbl « Les Amis de La Morale Laïque de Schaerbeek » et que cette dernière a versé un quote-part pour subside 2007 d'un montant de 3.333,33€ à « La Maison de la laïcité » ;

Considérant que ce montant figure à l'article : « Quote-part subside communal » des comptes 2007 l'Asbl ;

Vu la décision du 6 janvier 2009 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 3.057,66€ pour l'exercice 2007 et du montant total des avoirs de 9.084,96€ de l'Asbl « La Maison de la laïcité de Schaerbeek » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « La Maison de la laïcité de Schaerbeek » ;
- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « La Maison de la laïcité de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 3.057,66€ pour l'exercice et un montant total des avoirs de 9.084,96€

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigden van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Gelet op het PV van de Algemene Vergadering van 20/03/2007 die de rekeningen 2007 van de VZW "La Maison de la laïcité de Schaerbeek" goedkeurt;

Overwegende dat deze rekeningen een positief saldo van 3.057,66€ voor het dienstjaar 2007 vertonen en dat het bedrag van het creditpost van de VZW bereikt 9.084,96€;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 10.000€, ingeschreven op het artikel 790/332BG02/01 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 21/08/2007 aan VZW "Les Amis de La Morale Laïque de Schaerbeek" en dat die laatstgenoemde een quotum voor subsidie 2007 ten bedragen van 3.333,33€ heeft betaald aan "La Maison de la laïcité de Schaerbeek";

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: "Quotum gemeentesubsidie", rekeningen 2007 van de VZW, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 6 januari 2009 waar het College akte neemt van het positief saldo van 3.057,66€ voor het dienstjaar 2007 en van het totale bedrag van het creditpost van 9.084,96€ van de VZW "La Maison de la laïcité de Schaerbeek";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van

- 1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "La Maison de la laïcité de Schaerbeek";
- 2° De rekeningen 2007 van de VZW "La Maison de la laïcité de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 3.057,66€ voor het dienstjaar 2007 en een totale creditpost van 9.084,96€ vertonen.

SP 19.- ASBL "Les Amis de la Morale Laïque de Schaerbeek" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw " Les Amis de la Morale Laïque de Schaerbeek" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu l'approbation des comptes 2007 lors de l'Assemblée Générale du 20/03/2008 de l'Asbl « Les Amis de La Morale Laïque de Schaerbeek » ;

Considérant que ces comptes affichent un résultat positif de 3.775,62€ pour l'exercice 2007 et que le montant total des avoirs atteint 15.447,02€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 10.000€ inscrit à l'article 790/332BG02/01 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 21/08/2007 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : « Subsidies », des comptes 2007 l'Asbl ;

Vu la décision du 6 janvier 2009 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 3.775,62€ pour l'exercice 2007 et du montant total des avoirs de 15.447,02€ de l'Asbl « Les Amis de La Morale Laïque de Schaerbeek » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Les Amis de La Morale Laïque de Schaerbeek » ;
- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Les Amis de La Morale Laïque de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 3.775,62€ pour l'exercice et un montant total des avoirs de 15.447,02€

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigden van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Gelet op het PV van de Algemene Vergadering van 20/03/2007 die de rekeningen 2007 van de VZW "Les Amis de La Morale Laïque de Schaerbeek" goedkeurt;

Overwegende dat deze rekeningen een positief saldo van 3.775,62€ voor het dienstjaar 2007 vertonen en dat het bedrag van het creditpost van de VZW bereikt 15.447,02€;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 10.000€, ingeschreven op het artikel 790/332BG02/01 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 21/08/2007;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: "Toelage", rekeningen 2007 van de VZW, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 6 januari 2009 waar het College akte neemt van het positief saldo van 3.775,62€ voor het dienstjaar 2007 en van het totale bedrag van het creditpost van 15.447,02€ van de VZW "Les Amis de La Morale Laïque de Schaerbeek";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Van

- 1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW " Les Amis de La Morale Laïque de Schaerbeek ";

2° De rekeningen 2007 van de VZW "Les Amis de La Morale Laïque de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 3.775,62€ voor het dienstjaar 2007 en een totale creditpost van 15.447,02€ vertonen.

SP 20.- ASBL "Les Amis de la Maison des Arts de Schaerbeek - AMAS" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw " De Vrienden van het Huis der Kunsten van Schaerbeek" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu l'approbation des comptes 2007 lors de l'Assemblée Générale du 29/09/2008 de l'Asbl « Les Amis de La Maison des Arts de Schaerbeek – AMAS » ;

Considérant que ces comptes affichent un résultat positif de 9.599,91€ pour l'exercice 2007 et que le résultat cumulé atteint un montant de 37.926,25€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 10.000€ inscrit à l'article 762/332SS02/75 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 26/04/2007 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 710004 « Subside Commune de Schaerbeek » des comptes 2007 l'Asbl ;

Vu la décision du 13 janvier 2009 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 9.599,91€ pour l'exercice 2007 et du résultat cumulé d'un montant de 37.926,25€ de l'Asbl « Les Amis de La Maison des Arts de Schaerbeek – AMAS » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Les Amis de La Maison des Arts de Schaerbeek – AMAS » ;

2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Les Amis de La Maison des Arts de Schaerbeek – AMAS », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 9.599,91€ pour l'exercice et un résultat cumulé d'un montant de 37.926,25€

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigden van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Gelet op het PV van de Algemene Vergadering van 29/09/2008 die de rekeningen 2007 van de VZW "Les Amis de La Maison des Arts de Schaerbeek – AMAS" goedkeurt;

Overwegende dat deze rekeningen een positief saldo van 9.599,91€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatiewinst ten bedragen van 37.926,25€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 10.000€, ingeschreven op het artikel 762/332SS02/75 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 26/04/2007;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 710004 « Toelage Gemeente Schaarbeek », inkomsten 2007 van de VZW, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 13 januari 2009 waar het College akte neemt van het positief saldo van 9.599,91€ voor het dienstjaar 2007 en van de cumulatiewinst ten bedragen van 37.926,25€ van de VZW "Les Amis de La Maison des Arts de Schaarbeek – AMAS";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van :

- 1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW " Les Amis de La Maison des Arts de Schaarbeek – AMAS";
- 2° De rekeningen 2007 van de VZW "Les Amis de La Maison des Arts de Schaarbeek – AMAS", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 9.599,91€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatiewinst ten bedragen van 37.926,25€ vertonen.

**SP 21.- ASBL "Les Amis des Ludothèques Schaerbeekoises - Ludocontact"
- Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw " De Vrienden van de
Schaarbeekse ludotheken - Ludocontact" - Rekeningen 2007 -
Akteneming**

**M. Courtheoux intervient
Mme la Bourgmestre ff répond**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Ludocontact » affichent un résultat positif de 5.128,56€ pour l'exercice 2007 et que le résultat cumulé atteint 8.185,84€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 500€ inscrit à l'article 844/332SS02/71 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 05/03/2008 ;

Considérant que du subside communal au montant de 1.700€ inscrit à l'article 761/332SS02/71 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 16/04/2008 ;

Considérant que ces montants ne figurent donc pas dans les comptes 2007 de l'Asbl ;

Vu la décision du 6 janvier 2009 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 5.128,56€ pour l'exercice 2007 et du résultat cumulé de 8.185,84€ de l'Asbl « Ludocontact » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Ludocontact » ;

2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Ludocontact », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 5.128,56€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 8.185,84€

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een

gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigen van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Ludocontact" een positief saldo van 5.128,56€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatiewinst van 8.185,84€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 500€ ingeschreven op het artikel 844/332SS02/71 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 05/03/2008;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 1.700€ ingeschreven op het artikel 761/332SS02/71 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 16/04/2008;

Overwegende dat deze bedragen dus niet in de rekeningen 2007 van VZW voorkomen;

Gelet op de beslissing van 6 januari 2009 waar het College akte neemt van het positief saldo van 5.128,56€ voor het dienstjaar 2007 en van de cumulatiewinst van 8.185,84€ van de VZW "Ludocontact";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van

- 1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "Ludocontact";
- 2° De rekeningen 2007 van de VZW "Ludocontact", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 5.128,56€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatiewinst van 8.185,84€ vertonen.

SP 22.- ASBL "Maison de Quartier d'Helmet Rat Le Brol" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw "Wijkhuis van Helmet Rat Le Brol" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Maison de Quartier d'Helmet Rat Le Brol » affichent un résultat positif de 6.481,33€ pour l'exercice 2007 et que le résultat cumulé atteint 31.780,76€;

Considérant que du subsidie communal au montant de 1.500€ inscrit à l'article 844/332SS02/71 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 05/03/2008 ;

Considérant que ces montants ne figurent donc pas dans les comptes 2007 de l'Asbl ;

Vu la décision du 23 décembre 2008 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 6.481,33€ pour l'exercice 2007 et du résultat cumulé de 31.780,76€ de l'Asbl « Maison de Quartier d'Helmet Rat Le Brol » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Maison de Quartier d'Helmet Rat Le Brol »;
- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Maison de Quartier d'Helmet Rat Le Brol », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 6.481,33€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 31.780,76€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigden van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Maison de Quartier d'Helmet Rat Le Brol" een positief saldo van 6.481,33€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatiewinst van 31.780,76€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 1.500€, ingeschreven op het artikel 844/332SS02/71 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 05/03/2008;

Overwegende dat deze bedragen dus niet in de rekeningen 2007 van VZW voorkomen;

Gelet op de beslissing van 23 december 2008 waar het College akte neemt van het positief saldo van 6.481,33€ voor het dienstjaar 2007 en van de cumulatiewinst van 31.780,76€ van de VZW "Maison de Quartier d'Helmet Rat Le Brol";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van

1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "Maison de Quartier d'Helmet Rat Le Brol";

2° De rekeningen 2007 van de VZW "Maison de Quartier d'Helmet Rat Le Brol", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 6.481,33€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatiewinst van 31.780,76€ vertonen.

SP 23.- ASBL "Pater Baudry" - Comptes 2007 - Prendre acte ==- Vzw "Pater Baudry" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 15 janvier 1985 exonérant les bénéficiaires de subventions communales d'une valeur annuelle de 1.000.000 BEF des obligations prévues par la loi du 14 novembre 1983, à l'exception des articles 3 et 7, alinéa 1^{er}, 1° de celle-ci ;

Vu la délibération du Conseil communal du 19 décembre 2001 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'étendre l'obligation de justification de l'utilisation d'une subvention communale aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.250 €;

Vu l'approbation des comptes 2007 lors de l'Assemblée Générale du 11 novembre 2008 de l'Asbl « Pater Baudry » ;

Considérant que ces comptes affichent un résultat négatif de 254,60€ pour l'exercice 2007 et un résultat cumulé de 9.172,63€ ;

Considérant que du subsidie communal au montant de 8.468€ inscrit à l'article 834/332SS02/77 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 28 novembre 2007 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : « Subsidies » du compte de résultats 2007 de l'Asbl « Pater Baudry » ;

Vu la décision du 2 décembre 2008 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 254,6€ pour l'exercice 2007 et du résultat cumulé de 9.172,63€ de l'Asbl « Pater Baudry » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Pater Baudry » ;

- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Pater Baudry », déposés au dossier, qui affichent un déficit de 254,60€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 9.172,63€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 januari 1985 die de begunstigen vrijstelt van gemeentelijke subsidies van een jaarlijkse waarde van 1.000.000 BEF van de verplichtingen voorzien door de wet van 14 november 1983, met uitzondering van de artikelen 3 en 7, 1^e alinea, 1° van deze;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 december 2001 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigen van een subsidie gelijk of hoger dan 1.250 €;

Gelet op het PV van de Algemene Vergadering van 11 november 2008 die de rekeningen 2007 van de VZW "Pater Baudry" goedkeurt;

Overwegende dat deze rekeningen een negatief saldo van 254,60€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatiewinst van 9.172,63€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 8.468€, ingeschreven op het artikel 834/332SS02/77 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 28/11/2007;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: "Subsidies", resultatenrekening 2007 van de VZW, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 2 december 2008 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 254,60€ voor het dienstjaar 2007 en van de cumulatiewinst van 9.172,63€ van de VZW "Pater Baudry";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van:

- 1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "Pater Baudry";
- 2° De rekeningen 2007 van de VZW "Pater Baudry", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 254,60€ en een cumulatiewinst van 9.172,63€ vertonen.

SP 24.- ASBL "Regionaal Instituut voor de Samenlevingsopbouw Brussel - RISO" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw "Regionaal Instituut voor de Samenlevingsopbouw Brussel - RISO" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 €;

Vu l'approbation des comptes 2007 lors de l'Assemblée Générale du 28/04/2008 de l'Asbl « Regionaal Instituut voor de Samenlevingsopbouw Brussel - RISO » ;

Considérant que ces comptes affichent un résultat négatif de 57.956,58 € pour l'exercice 2007;

Considérant que du subsidie communal au montant de 52.058 € inscrit à l'article 300/332DS02/21 du budget 2006, il a été versé la totalité en date du 14/11/2007 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 716120 "Inkomsten MP Schaarbeek" des comptes 2007 de l'Asbl « RISO » ;

Vu la décision du 6 janvier 2009 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 57.956,58 € pour l'exercice 2007 de l'Asbl « RISO » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « RISO » ;

2° Des comptes 2007 de l'Asbl « RISO », déposés au dossier, qui affichent un déficit de 57.956,58 € pour l'exercice.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigden van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Gelet op het PV van de Algemene Vergadering van 28/04/2008 die de rekeningen 2007 van de VZW "Regionaal Instituut voor de Samenlevingsopbouw Brussel - RISO" goedkeurt;

Overwegende dat deze rekeningen een negatief saldo van 57.956,58 € voor het dienstjaar 2007 vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 52.058 € ingeschreven op het artikel 879/332BG02/01 van de begroting 2006, het geheel betaald werd in datum van 14/11/2007;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 716120 "Inkomsten MP Schaarbeek", resultaatrekeningen 2006 van de VZW, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 6 januari 2009 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 57.956,58 € voor het dienstjaar 2007 van de VZW "RISO";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van

1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "RISO";

2° De rekeningen 2007 van de VZW "RISO", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 57.956,58 € voor het dienstjaar vertonen.

SP 25.- ASBL "Réseau Coordination Enfance" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw "Réseau Coordination Enfance" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Réseau Coordination Enfance » affichent un résultat positif de 5.996,77€ pour l'exercice 2007 et que le résultat cumulé atteint - 2.888,31€ ;

Considérant que du subsidie communal au montant de 1.000€ inscrit à l'article 844/332SS02/71 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 05/03/2008 ;

Considérant que du subside communal au montant de 1.000€ inscrit à l'article 761/332SS02/71 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 16/04/2008 ;

Considérant que ces montants ne figurent donc pas dans les comptes 2007 de l'Asbl ;

Vu la décision du 23 décembre 2008 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 5.996,77€ pour l'exercice 2007 et du résultat cumulé de - 2.888,31€ de l'Asbl « Réseau Coordination Enfance » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Réseau Coordination Enfance »;
- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Réseau Coordination Enfance », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 5.996,77€ pour l'exercice et un résultat cumulé de - 2.888,31€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigen van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Réseau Coordination Enfance" een positief saldo van 5.996,77€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatieverlies van - 2.888,31€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 1.000€, ingeschreven op het artikel 844/332SS02/71 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 05/03/2008;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 1.000€, ingeschreven op het artikel 761/332SS02/71 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 16/04/2008;

Overwegende dat deze bedragen dus niet in de rekeningen 2007 van VZW voorkomen;

Gelet op de beslissing van 23 december 2008 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 5.996,77€ voor het dienstjaar 2007 en van het cumulatieverlies van - 2.888,31€ van de VZW "Réseau Coordination Enfance";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van

- 1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "Réseau Coordination Enfance";
- 2° De rekeningen 2007 van de VZW "Réseau Coordination Enfance", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 5.996,77€ voor het dienstjaar 2007 en een cumulatieverlies van 2.888,31€ vertonen.

SP 26.- ASBL "Scouts et Guides Pluralistes de Belgique - 66^{ème} Unité Corbeau Noir" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw "Pluralistische Scouts en Gidsen van België - 66^{ste} Eenheid Zwarte Raaf" - rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Scouts et Guides Pluralistes de Belgique – 66^{ième} Unité Corbeau Noir » affichent un résultat négatif de 2,22€ pour l'exercice 2007 ;

Considérant que du subside communal au montant de 400€ inscrit à l'article 761/332SS02/71 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 16/04/2008 ;

Considérant que ce montant ne figure donc pas dans les comptes 2007 de l'Asbl ;

Vu la décision du 23 décembre 2008 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 2,22€ pour l'exercice 2007 de l'Asbl « Scouts et Guides Pluralistes de Belgique – 66^{ième} Unité Corbeau Noir » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « Unité Corbeau Noir »;
- 2° Des comptes 2007 de l'Asbl « Unité Corbeau Noir », déposés au dossier, qui affichent un déficit de 2,22€ pour l'exercice.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigden van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Scouts et Guides Pluralistes de Belgique – 66^{ième} Unité Corbeau Noir" een negatief saldo van 2,22€ voor het dienstjaar 2007 vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 400€, ingeschreven op het artikel 761/332SS02/71 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 16/04/2008;

Overwegende dat dit bedrag dus niet in de rekeningen 2007 van VZW voorkomt;

Gelet op de beslissing van 23 december 2008 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 2,22€ voor het dienstjaar 2007 van de VZW "Scouts et Guides Pluralistes de Belgique – 66^{ième} Unité Corbeau Noir";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van

- 1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "66^{ième} Unité Corbeau Noir";
- 2° De rekeningen 2007 van de VZW "66^{ième} Unité Corbeau Noir", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 2,22€ voor het dienstjaar 2007 vertonen.

SP 27.- ASBL "Union Belge Contre les Nuisances des Avions - UBCNA" - Comptes 2007 - Prendre acte -- Vzw " Union Belge Contre les Nuisances des Avions - UBCNA" - Rekeningen 2007 - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif à l'octroi de subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 €;

Considérant que les comptes 2007 de l'Asbl « Union Belge Contre les Nuisances des Avions – UBCNA » affichent un résultat négatif de 7.810,82€ pour l'exercice 2007 et que le montant des avoirs de l'Asbl atteint 5.773,86€;

Considérant que du subside communal au montant de 2.500€ inscrit à l'article 879/332BG02/01 du budget 2007, il a été versé la totalité en date du 19/12/2007 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : « Schaerbeek » des recettes 2007 de l'Asbl « UBCNA » ;

Vu la décision du 23 décembre 2008 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 7.810,82€ pour l'exercice 2007 et du montant des avoirs de 5.773,86€ de l'Asbl « UBCNA » ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

1° Du rapport d'activités 2007, déposé au dossier, de l'Asbl « UBCNA » ;

2° Des comptes 2007 de l'Asbl « UBCNA », déposés au dossier, qui affichent un déficit de 7.810,82€ pour l'exercice et un montant des avoirs qui atteint 5.773,86€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 november 2008 die het reglement aanneemt betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies en besluit om de verplichting van het verantwoorden van het gebruik van een gemeentelijke subsidie uit te breiden tot de begunstigden van een subsidie gelijk of hoger dan 1.500 €;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Belgische Unie tegen Vliegtuighinder - BUTV" een negatief saldo van 7.810,82€ voor het dienstjaar 2007 vertonen en dat het bedrag van het creditpost van de VZW bereikt 5.773,86€;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 2.500€, ingeschreven op het artikel 879/332BG02/01 van de begroting 2007, het geheel betaald werd in datum van 19/12//2007;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: "Schaarbeeek", inkomsten 2007 van de VZW, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 23 december 2008 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 7.810,82€ voor het dienstjaar 2007 en van het bedrag van het creditpost van 5.773,86€ van de VZW "BUTV";

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van

1° Het werkingverslag 2007, bij het dossier gehecht, van de VZW "BUTV";

2° De rekeningen 2007 van de VZW "BUTV", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 7.810,82€ voor het dienstjaar 2007 en een totale creditpost van 5.773,86€ vertonen.

Achats == Aankopen

SP 28.- Acquisition d'un adoucisseur d'eau pour la cuisine pédagogique de l'Institut Frans Fischer - Pour information == Aankoop van een waterverzachter voor de pedagogische keuken van het Frans Fischer instituut - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance

Vu la décision du 30 décembre 2008 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet l'acquisition d'un adoucisseur d'eau pour la cuisine pédagogique de l'Institut Technique Frans Fischer;

Considérant que la dépense sera financée par emprunt ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2008 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

De la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 décembre 2008 de passer un marché par procédure négociée, constaté sur simple facture acceptée, ayant pour objet l'acquisition d'un adoucisseur d'eau pour la cuisine pédagogique de l'Institut Technique Frans Fischer, auprès de la firme GIGA ALBEL, pour un montant de 3.586,44€ (TVAI), imputée à l'article 735/744EQ-51/14 du budget extraordinaire 2008 et financée par emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzonder artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 30 december 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de aankoop van een waterverzachter voor de pedagogische keukens van het Technisch Instituut Frans Fischer;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door lening;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor ingeschreven zijn op de buitengewone begroting van 2008;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
Van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2008 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met aangenomen factuur, met als opdracht de aankoop van een waterverzachter voor de pedagogische keuken van het Technisch Instituut Frans Fischer, bij de firma GIGA ALBEL voor een bedrag van 3.586,44€ (BTWi), geboekt op artikel 735/744EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2008 en gefinancierd door lening.

**SP 29.- Contrat de Sécurité - Acquisition de matériel d'équipement divers -
Pour information -- Veiligheidscontract - Aankoop van divers
uitrustingsmateriaal - Ter informatie**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance

;

Vu la décision du 30 décembre 2008, du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet l'acquisition de matériel d'équipement divers pour les dispositifs subsidiés par le Contrat de Sécurité (matériel pour l'aménagement du bâtiment sis Rue Vanderlinden 121 hébergeant le service Médiation, Cellule Déclit, et achat de 10 GSM) ;

Considérant que la dépense sera financée par subsides;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget extraordinaire 2008;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

De la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 décembre 2008 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, constaté sur simple facture acceptée, ayant pour objet l'acquisition de matériel d'équipement divers pour les dispositifs subsidiés par le Contrat de Sécurité, auprès des firmes MINIOX, LYRECO, HOCS, VERRE ET COUVERT et SONAUTO. La dépense de 4.597,44 € a été imputée à l'article 300/744DS-51/21 du budget extraordinaire 2008 et financée par subsides.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzonder artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 30 december 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp het aankopen van divers uitrustingsmateriaal voor de dispositieven gesubsidieerd door het Veiligheidscontract (materiaal voor de inrichting van het gebouw gelegen Vanderlindenstraat 121 waar de dienst Bemiddeling, Cel Declic; gehuisvest is en de aankoop van 10 GSM);

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door subsidies;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2008;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen Van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2008 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met aangenomen factuur, met als voorwerp het aankopen van divers uitrustingsmateriaal voor de dispositieven gesubsidieerd door het Veiligheidscontract, bij de firma's MINIOX, LYRECO, HOCS, VERRE ET COUVERT en SONAUTO. De uitgave van 4.597,44 € is geboekt op het artikel 300/744DS-51/21 van de buitengewone begroting 2008 en gefinancierd met subsidies.

SP 30.- Centre PSE - Acquisition du logiciel IMS+ et d'un appareil de test ophtalmique - Pour information -- Centrum BGS - Aankoop van IMS+ software en een toestel om de ogen te testen - ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA)

lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 30 décembre 2008 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet l'acquisition du logiciel IMS+ et d'un appareil de test ophtalmique pour les Centres PSE;

Considérant que la dépense sera financée par emprunt ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2008 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

De la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 décembre 2008 de passer un marché par procédure négociée, constaté sur simple facture acceptée, ayant pour objet l'acquisition du logiciel IMS+ et d'un appareil de test ophtalmique, auprès de l'ASBL FIMS (Fédération des Institutions médico-sociales) et la firme VAN HOPPLYNUS, pour un montant de 3.773,60 € (TVAI), imputée à l'article 871/744EQ-51/14 du budget extraordinaire 2008 et financée par emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzonder artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 30 december 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de aankoop van de software IMS+ en een toestel voor oftalmische testen voor de PSE centra;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door lening;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor ingeschreven zijn op de buitengewone begroting van 2008;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2008 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met aangenomen factuur, met als opdracht de aankoop van de software IMS+ en een toestel voor oftalmische testen voor de PSE centra, bij de VZW FIMS (Federatie van medico-sociale instellingen) en de firma VAN HOPPLYNUS, voor een bedrag van 3.773,60 € (BTWi), geboekt op artikel 871/744EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2008 en gefinancierd door lening.

SP 31.- Fonds pour la Politique des Grandes Villes - Acquisition de mobilier divers pour l'Espace Vogler - Pour information ==- Fonds voor het Grootstedenbeleid - Aankoop van divers meubilair voor de Vogler ruimte - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance ;

Vu la décision du 30 décembre 2008 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet l'acquisition de mobilier divers pour l'Espace VOGLER, appelé à devenir une Maison de proximité ouverte aux associations de quartier ;

Considérant que la dépense sera financée par des subsides « Fonds pour la Politique des Grandes Villes » ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2008 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

De la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 décembre 2008 de passer un marché par procédure négociée, constaté sur simple facture acceptée, ayant pour l'acquisition de mobilier divers pour l'Espace VOGLER, auprès de la firme SOCOPART, pour un montant de 3.544,70 € (TVAI), imputée à l'article 842/744DS-51/22 du budget extraordinaire 2008 et financée par subsides FPGV.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzonder artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 30 december 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor

de aankoop van divers meubilair voor de ruimte VOGLER, bestemd om een wijkhuis te worden die toegankelijk zal zijn voor de diverse buurtverenigingen;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door subsidies "Grootstedenbeleid";

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor ingeschreven zijn op de buitengewone begroting van 2008;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2008 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met aangenomen factuur, met als opdracht aankoop van divers meubilair voor de ruimte VOGLER in het kader van het wijkcontract Jeruzalem, bij de firma SOCOPART, voor een bedrag van 3.544,70€ (BTWi), geboekt op artikel 842/744DS-51/22 van de buitengewone begroting 2008 en gefinancierd door subsidies Grootstedenbeleid.

SP 32.- Installation d'enseignes lumineuses sur la façade principale de la nouvelle bibliothèque francophone sise sur le site Kinetix - Pour information -- Plaatsen van verlichte uithangborden op de hoofdgevel van de nieuwe Franstalige bibliotheek gelegen op de site Kinetix - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 30 décembre 2008 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour l'objet l'installation d'enseignes lumineuses sur la façade principale de la nouvelle bibliothèque francophone sise sur le site KINETIX,

Considérant que la dépense sera financée par les subsides alloués par la Communauté Française de Belgique et la COCOF et par emprunt ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2008 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

De la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 décembre 2008 de passer un marché par procédure négociée, constaté sur simple facture acceptée, ayant pour objet l'installation d'enseignes lumineuses sur la façade principale de la nouvelle bibliothèque francophone sise sur le site KINETIX, auprès de la firme LEROY & FILS, pour un montant de 6.050,00 € (TVAI), imputée à l'article 767/741EQ-98/14 du budget extraordinaire 2008 et financée par les subsides alloués par la Communauté Française de Belgique et la COCOF et par emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzonder artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 30 december 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de installatie van lichtreclames op de voorgevel van de nieuwe Franstalige bibliotheek gelegen op het KINETIX complex;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden met subsidies toegekend door de Franse Gemeenschap van België et de COCOF en door lening;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor ingeschreven zijn op de buitengewone begroting van 2008;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 december 2008 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met aangenomen factuur, met als opdracht de installatie van lichtreclames op de voorgevel van de nieuwe Franstalige bibliotheek gelegen op het KINETIX complex, bij de firma LEROY & FILS voor een bedrag van 6.050,00€ (BTWi), geboekt op artikel 767/741EQ-98/14 van de buitengewone begroting 2008 en gefinancierd met subsidies toegekend door de Franse Gemeenschap van België et de COCOF en door lening.

DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE ET DURABLE -- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

Eco-conseil -- Milieuraadgeving

SP 33.- Enquête publique relative au 4^{ème} Plan Déchets de la région de Bruxelles-Capitale - Avis de la commune -- Openbaar onderzoek betreffende het 4de afvalplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Advies van de gemeente

Mme Vriamont intervient

Mme Smeysters répond

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 30 voix et 10 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 30 stemmen en 10 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 120 bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 septembre 1991 établissant les règles de l'enquête publique relative à la

planification de la prévention et de la gestion des déchets, invitant les communes à adresser leurs appréciations dans les trente jours de la clôture de l'enquête ;

Vu que l'enquête publique s'est déroulée du 15 octobre au 15 décembre 2008 ;

Considérant les avis émis lors de l'audition publique du 13 novembre 2008 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 23 décembre 2008 ;

DECIDE par appel nominal, par 30 voix et 10 abstentions
d'adopter le texte ci-annexé portant sur :

L'avis de la commune de Schaerbeek relatif au Projet de 4^{ème} Plan Déchets de la Région de Bruxelles-Capitale

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikels 117 en 120bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van het besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 september 1991 houdende vaststelling van de regels van het openbaar onderzoek betreffende de planning van de preventie en het beheer van afvalstoffen, waarbij de gemeenten verzocht worden hun beoordeling binnen de dertig dagen na het beëindigen van het onderzoek mede te delen;

Gezien het openbaar onderzoek liep van 15 oktober tot 15 december 2008;

Overwegende de standpunten die werden naar voor gebracht tijdens de hoorzitting van 13 november 2008;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen; in zitting van 23 december 2008;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met 30 stemmen en 10 onthoudingen
bijgevoegde tekst aan te nemen, houdende :

De Beoordeling van de gemeente Schaerbeek betreffende het ontwerp van het 4ste Afvalstoffenplan van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest

Subsides -- Subsidies

SP 34.- Subside IBGE - Performance Energétique des Bâtiments (PEB) - Convention subsides PEB entre l'IBGE et la commune de Schaerbeek - Approbation -- Toelage BIM - Energieprestaties van de Gebouwen (EPB) - Subsidieovereenkomst EPB tussen het BIM en de gemeente Schaerbeek - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu le courrier de l'IBGE du 29.09.2008 manifestant la volonté du gouvernement bruxellois de financer l'engagement d'agents communaux en vue de la mise en œuvre de l'ordonnance de « Performance Energétique des Bâtiments » (PEB) du 7 juin 2007 ;

Vu l'engagement du gouvernement à financer 1 et 1/2 poste de niveau A pour une durée de 12 mois;

Vu le projet d'arrêté de subsidiation fixant les modalités de mise en œuvre du subside ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 janvier 2008 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

D'approuver la convention subsides PEB entre l'IBGE et la Commune de Schaerbeek.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de briefwisseling van het BIM van 29.09.2008 die uiting geeft van de wil van de Brusselse regering om gemeentebambtenaren te financieren met het oog op de toepassing van de ordonnantie „Energieprestaties van Gebouwen“ (EPB) van 7 juni 2007;

Gelet op de toezegging van de regering voor de financiering van 1 en ½ post op A-niveau voor een periode van 12 maanden;

Gelet op het project van subsidieverlenend besluit tot vaststelling van de modaliteiten van de uitvoering van de subsidie;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De overeenkomst van EPB tussen het BIM en de Gemeente goed te keuren.

Mobilité == Mobilité

SP 35.- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les mesures d'urgence en vue de prévenir les pics de pollution atmosphérique - Règlement d'administration intérieure - Approbation == Besluit van het bestuur van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij dewelke de dringende maatregelen vastgelegd worden teneinde de pieken van de luchtvervuiling te voorkomen, - Intern bestuursreglement - Goedkeuring

Ce point est retiré == Dit punt wordt ingetrokken.

RESSOURCES HUMAINES == HUMAN RESOURCES

SP 36.- Organisation de la Protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail - Abrogation du règlement du 22 septembre 2004 - Adoption d'un nouveau règlement == Organisatie van de bescherming tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk - Afschaffing van het reglement van 22 september 2004 - Aanneming van een nieuw reglement

Mme Bouarfa intervient

M. Noël répond

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu sa délibération du 26 septembre 2004 arrêtant le règlement organisant la protection contre le harcèlement moral ou sexuel et la violence au travail ;

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail modifiée par la loi du 10 janvier 2007;

Vu l'Arrêté royal du 17 mai 2007 relatif à la prévention de la charge psychosociale occasionnée par le travail, dont la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail ;

Considérant que le règlement adopté par le Conseil communal du 26 septembre 2004 n'est plus en conformité avec les dispositions légales ;

Vu l'avis favorable du Comité pour la Prévention et la Protection au Travail du 6 novembre 2008 ;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 23 janvier 2009;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 décembre 2008;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'abroger le règlement organisant la protection contre le harcèlement moral ou sexuel et la violence au travail adopté par délibération du Conseil communal du 26 septembre 2004.

2. D'arrêter comme suit le règlement organisant la protection contre le harcèlement moral ou sexuel et la violence au travail :

Procédure à appliquer pour tout travailleur qui s'estime victime de violence, de harcèlement moral ou sexuel au travail

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La présente procédure applique les dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifiée par la loi du 10 janvier 2007, et de l'Arrêté royal du 17 mai 2007 relatif à la prévention de la charge psychosociale occasionnée par le travail dont la violence, le harcèlement moral ou sexuel au travail.

Cette procédure s'applique à tout travailleur dont l'employeur est la Commune de Schaerbeek, ainsi qu'aux travailleurs assimilés définis par la loi du 4 août 1996.

Les travailleurs d'une entreprise extérieure qui exécutent de façon permanente des activités pour la Commune de Schaerbeek peuvent également y recourir.

Il incombe à chaque travailleur de prendre soin, selon ses possibilités, de sa sécurité et de sa santé ainsi que de celles des autres personnes concernées du fait de ses actes ou des omissions au travail, conformément à sa formation et aux instructions de son employeur.

À cet égard, les travailleurs doivent, conformément à leur formation et aux instructions transmises par l'employeur, participer positivement à la politique de prévention telle qu'élaborée dans le cadre de la protection des travailleurs contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail. Tout travailleur doit s'abstenir de tout acte de violence, harcèlement moral ou sexuel au travail.

Il est strictement interdit d'utiliser la procédure de manière abusive, c'est-à-dire de l'utiliser à des fins autres que celles prévues par la loi.

DÉFINITIONS

En référence à la loi du 4 août 1996, on entend par :

1° Violence au travail : chaque situation de fait où un travailleur ou une autre personne à laquelle le présent règlement est d'application, est menacé ou agressé psychologiquement ou physiquement lors de l'exécution du travail ;

2° Harcèlement moral au travail : plusieurs conduites abusives similaires ou différentes, externes ou internes à l'entreprise ou l'institution, qui se produisent pendant un certain temps, qui ont pour objet ou pour effet de porter atteinte à la personnalité, la dignité ou l'intégrité physique ou psychique d'un travailleur ou d'une autre personne à laquelle le présent règlement est d'application, lors de l'exécution de son travail, de mettre en péril son emploi ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant et qui se manifestent notamment par des paroles, des intimidations, des actes, des gestes ou des écrits unilatéraux. Ces conduites peuvent notamment être liées à la religion ou aux convictions, au handicap, à l'âge, à l'orientation sexuelle, au sexe, à la race ou l'origine ethnique.

3° Harcèlement sexuel au travail : tout comportement non désiré verbal, non verbal ou corporel à connotation sexuelle, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à la dignité d'une personne ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant.

PROCÉDURE

Les étapes telles que décrites dans la présente procédure n'excluent naturellement pas celles qui sont d'usage pour l'examen des problèmes rencontrés sur le lieu de travail : vous pouvez également vous adresser à votre supérieur, à la ligne hiérarchique, au service des ressources humaines, etc.

1° Procédure interne

Tout travailleur qui pense être victime de violence, de harcèlement moral ou sexuel au travail peut s'adresser à la personne de confiance ou directement au conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psycho-sociaux du service externe de

Mise en forme :
Puces et numéros

Mise en forme :
Puces et numéros

Mise en forme :
Puces et numéros

prévention et de protection au travail. Ces personnes sont tenues au secret professionnel tel que défini à l'article 458 du Code Pénal.

a) La personne de confiance reçoit le travailleur qui s'adresse à elle dans un délai de huit jours calendrier après le premier contact. Lorsque le plaignant contacte le conseiller en prévention par téléphone, un questionnaire lui est transmis. Dès réception de celui-ci, le conseiller en prévention reçoit le plaignant dans un délai de huit jours calendrier. Ils l'informent de la possibilité de chercher une solution dans un cadre informel, au moyen d'une intervention auprès d'un membre de la ligne hiérarchique ou d'une conciliation avec la personne en cause.

La personne de confiance et le conseiller en prévention agissent uniquement avec l'accord du travailleur. La procédure de conciliation exige l'accord des deux parties.

b) Si le travailleur ne souhaite pas qu'une solution informelle soit trouvée, refuse de mettre un terme à la procédure, si la conciliation ou l'intervention ne débouchent pas sur une solution ou si les faits subsistent ultérieurement, le travailleur peut déposer une plainte motivée auprès de la personne de confiance ou du conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psycho-sociaux.

Le travailleur peut uniquement soumettre une plainte motivée si, préalablement au dépôt de cette plainte motivée, il s'est entretenu personnellement avec la personne de confiance ou le conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psycho-sociaux. Cet entretien personnel doit avoir lieu dans les huit jours calendrier à compter du moment où le travailleur a fait part de sa volonté de déposer une plainte motivée.

La plainte motivée est un document signé et daté par le travailleur qui, outre la demande à l'employeur de prendre les mesures qui s'imposent pour mettre un terme à la situation, comporte les données suivantes :

- la description précise des faits qui, d'après le plaignant, constituent de la violence, du harcèlement moral ou sexuel au travail ;
- le lieu et les dates où chacun de ces faits se sont produits ;
- l'identité de la personne mise en cause.

Le travailleur reçoit une copie de la plainte motivée signée par la personne de confiance ou le conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psycho-sociaux. Cette copie fait office d'accusé de réception et indique que l'entretien personnel a eu lieu.

Lorsque la personne de confiance reçoit la plainte motivée, elle l'envoie immédiatement au conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psycho-sociaux par courrier recommandé.

Dès que le conseiller en prévention reçoit une plainte motivée, il informe immédiatement l'employeur, ici représenté en la personne du Secrétaire Communal, par courrier recommandé portant la mention « personnel et confidentiel », de la protection dont bénéficie le travailleur qui a déposé une plainte motivée au titre de l'article 32tredecies de la loi du 4 août 1996 et modifié par l'article 13 de la loi du 10 janvier 2007 et communique à l'employeur l'identité de ce dernier.

c) Le conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psycho-sociaux communique le plus rapidement possible à la personne mise en cause les faits qui lui sont reprochés, reçoit les protagonistes, témoins et autres personnes, qu'il juge utiles, et examine en toute impartialité la plainte motivée. La personne mise en cause et les témoins reçoivent une copie de leur déclaration.

Le conseiller en prévention informe immédiatement l'employeur ici représenté en la personne du Secrétaire Communal, par courrier recommandé portant la mention « personnel et confidentiel », que le travailleur qui a remis une déclaration de témoignage bénéficie de la protection au titre de l'article 32tredecies de la loi du 4 août 1996 et modifié par l'article 13 de la loi du 10 janvier 2007 et communique son identité à l'employeur.

d) Le conseiller en prévention des aspects psychosociaux remet à l'employeur représenté en la personne du Secrétaire Communal, par courrier

recommandé portant la mention « personnel et confidentiel », un avis écrit reprenant les éléments suivants :

- 1° le résumé des faits ;
- 2° le cas échéant, le résultat de la tentative de conciliation ;
- 3° pour autant que la situation le permette , un avis motivé sur la possibilité, ou non, de considérer ces faits comme des actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel au travail ou comme des faits d'une autre nature qui entraînent une contrainte psychosociale due au travail ;
- 4° l'analyse des causes primaires, secondaires et tertiaires des faits ;
- 5° les mesures qui doivent être prises pour mettre un terme à la situation problématique ;
- 6° les autres mesures de prévention à appliquer.

Cet avis est transmis à l'employeur dans un délai de trois mois à dater du dépôt de la plainte motivée.

Ce délai peut être prorogé de trois mois à plusieurs reprises, pour autant que le conseiller en prévention puisse à chaque fois justifier cette prolongation et en communiquer par écrit les motifs à l'employeur et au travailleur à l'origine de la plainte motivée.

Dans tous les cas, l'avis doit être remis au plus tard douze mois après le dépôt de la plainte motivée.

- e) L'employeur informe le plaignant et la personne mise en cause des différentes mesures qu'il envisage de prendre.

Si ces mesures sont susceptibles de modifier les conditions de travail du travailleur, l'employeur remet au travailleur une copie de l'avis du conseiller en prévention visé à l'article 28 de la loi du 10 janvier 2007, à l'exception des propositions en rapport avec les mesures de prévention collectives et entend ce travailleur, lequel peut se faire assister pendant cet entretien.

L'employeur communique au travailleur qui envisage d'intenter une action judiciaire une copie de l'avis du conseiller en prévention visé à l'article 28 de la loi, à l'exception des propositions de mesures de prévention collectives.

Remarque

Le travailleur d'une entreprise extérieure qui estime être l'objet de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail de la part d'un travailleur d'un employeur dans l'établissement duquel il exécute de façon permanente des activités peut faire appel à la procédure interne de l'employeur auprès duquel ces activités sont exécutées. Lorsque des mesures de prévention individuelles

doivent être prises vis-à-vis d'un travailleur d'une entreprise extérieure, l'employeur chez qui sont exécutées les activités de façon permanente prendra tous les contacts utiles avec l'employeur de l'entreprise extérieure pour que les mesures puissent effectivement être mises en œuvre.

- f) Les travailleurs doivent pouvoir consulter la personne de confiance ou le conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psycho-sociaux pendant les heures de travail.

Le temps passé lors de la consultation de la personne de confiance ou du conseiller en prévention est inclus dans le temps de travail, et les frais de déplacement sont à charge de l'employeur.

- g) Si les faits de violence, de harcèlement moral ou sexuel au travail subsistent après l'entrée en vigueur des mesures ou si l'employeur néglige de prendre les mesures qui s'imposent, le conseiller en prévention s'adresse, après avoir obtenu l'accord du plaignant, aux fonctionnaires chargés de la surveillance de la loi, le Service Contrôle du Bien-être au travail.
- h) Aussi bien le plaignant que la personne mise en cause a le droit d'être assisté par un collègue ou par un délégué syndical tout au long de la procédure.

2° Contacts externes

- a) Le travailleur qui estime être l'objet de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail peut s'adresser au fonctionnaire chargé de la surveillance de la loi sur le bien-être au travail, lequel examinera si l'employeur respecte les dispositions de ce règlement ainsi que ses modalités d'exécution.
- b) Toute personne qui justifie d'un intérêt peut intenter une procédure compétente pour faire respecter les dispositions de cette législation et peut

exiger, en particulier, le remboursement de dommages-intérêts. Si le tribunal du travail constate que l'employeur a lancé une procédure en vue du traitement d'une plainte motivée et que cette procédure peut être appliquée dans le respect de la loi, il peut, si le travailleur s'adresse directement à lui, intimier à ce dernier d'appliquer la procédure susmentionnée. Dans ce cas, le traitement de l'affaire est suspendu jusqu'à la fin de cette procédure.

3° Registre d'actes de violence extérieure, de harcèlement moral ou sexuel au travail

En collaboration avec le conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psycho-sociaux, l'employeur procède à une analyse des risques concernant les types de contraintes psychosociales causées par d'autres personnes sur le lieu de travail, dont souffrent les travailleurs qui, dans le cadre de l'exécution de leur travail, entrent en contact avec ces autres personnes.

En vue de cette analyse des risques, l'employeur dont les travailleurs entrent en contact avec d'autres personnes sur le lieu de travail prend connaissance des déclarations des travailleurs reprises dans un registre.

Ces déclarations comprennent une description des faits de violence, de harcèlement moral ou sexuel au travail qui ont été causés par d'autres personnes sur le lieu de travail et qui, d'après le travailleur, le visaient, ainsi que les données relatives à ces faits. Elles ne mentionnent pas l'identité du travailleur.

Ce registre est tenu par la personne de confiance ou le conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psycho-sociaux, ou encore par le service interne de prévention et de protection au travail si le conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psycho-sociaux fait partie d'un service externe et si aucune personne de confiance n'a été désignée.

Seuls l'employeur, le conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psycho-sociaux et la personne de confiance ont accès à ce registre.

Il est mis à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

L'employeur conserve les déclarations sur les faits reprises dans le registre, et ce pendant cinq ans à compter de la date où le travailleur a fait consigner ces déclarations.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117,119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op zijn besluit van 26 september 2004 tot vaststelling van het reglement dat de bescherming tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk organiseert;

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, gewijzigd door de wet van 10 januari 2007;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 17 mei 2007 betreffende de voorkoming van psychosociale belasting veroorzaakt door het werk, waaronder geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk;

Overwegende dat het reglement van 26 september 2004 komt niet meer overeen met de wettelijke bepalingen;

Gelet op positief advies van het Comité voor de Preventie en Bescherming op het Werk van 6 november 2008;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het onderhandelingscomité op datum van 23 januari 2009;

Gelet op het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 december 2008

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. Het reglement van 26 september 2004 dat de bescherming tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk organiseert af te schaffen;
2. Het reglement dat de bescherming tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk organiseert vast te stellen als volgt :

Toe te passen procedure voor elke werknemer die meent het voorwerp te zijn van geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk

ALGEMENE BEPALINGEN

Deze procedure past de beschikkingen toe van de Wet betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk gewijzigd door de wet van 10 januari 2007 en van het Koninklijk Besluit van 17 mei 2007 betreffende de voorkoming van psychosociale belasting veroorzaakt door het werk, waaronder geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk

Die procedure is van toepassing voor elke werknemer wiens de werkgever de Gemeente Schaarbeek is en voor de geassimileerde werknemers bedoeld door de wet van 4 augustus 1996.

De werknemer van een onderneming van buitenaf die werkzaamheden voor de Gemeente Schaarbeek permanent uitvoert kan ook een beroep doen op de interne procedure .

Iedere werknemer moet in zijn doen en laten op de arbeidsplaats naar zijn beste vermogen zorg dragen voor zijn veiligheid en gezondheid en deze van de andere betrokken personen, overeenkomstig zijn opleiding en de door de werkgever gegeven instructies.

In dit opzicht moeten de werknemers, overeenkomstig hun opleiding en de instructies gegeven door de werkgever, op een positieve manier deelnemen aan het preventiebeleid opgezet in het kader van de bescherming van de werknemers tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk. Iedere werknemer moet zich tevens onthouden van iedere daad van geweld, pesterijen en/of ongewenst seksueel gedrag op het werk.

Het is strikt verboden om misbruik te maken van de procedure, d.w.z. ze aan te wenden voor andere doeleinden dan vastgelegd door de wet.

DEFINITIES

Verwijzend naar de wet van 4 augustus 1996 verstaan we onder:

1° Geweld op het werk: Elke feitelijkheid waarbij een werknemer of ieder ander persoon waarop deze wet van toepassing is, fysiek of psychisch wordt bedreigd of aangevallen bij de uitvoering van het werk;

2° Pesterijen op het werk: Meerdere gelijkaardige of uiteenlopende onrechtmatige gedragingen, binnen of buiten de onderneming of instelling, die plaats hebben gedurende een bepaalde tijd, die tot doel of gevolg hebben dat de persoonlijkheid, de waardigheid of de fysieke of psychische integriteit van een werknemer of een andere persoon waarop deze wet van toepassing is bij de uitvoering van zijn werk wordt aangetast, dat zijn betrekking in gevaar wordt gebracht of dat een bedreigende, vijandige, beledigende, vernederende of kwetsende omgeving wordt gecreëerd en die zich inzonderheid uiten in woorden, bedreigingen, handelingen, gebaren of eenzijdige geschriften. Deze gedragingen kunnen inzonderheid verband houden met godsdienst of overtuiging, handicap, leeftijd, seksuele geaardheid, geslacht, ras of etnische afstamming;

3° Ongewenst seksueel gedrag op het werk: Elke vorm van ongewenst verbaal, non – verbaal of lichamelijk gedrag met een seksuele connotatie dat als doel of gevolg heeft dat de waardigheid van een persoon wordt aangetast of een bedreigende, vijandige, beledigende, vernederende of kwetsende omgeving wordt gecreëerd.

PROCEDURE

De stappen die in deze procedure beschreven worden sluiten natuurlijk de gebruikelijke circuits om problemen op het werk te bespreken niet uit: u kan ook terecht bij uw leidinggevende, de hiërarchische lijn, de personeelsdienst, ...

1° Interne procedure

Elke werknemer die meent het voorwerp te zijn van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk kan zich richten tot de vertrouwenspersoon of rechtstreeks tot de preventieadviseur van de externe dienst

Mise en forme :
Puces et numéros

Mise en forme :
Puces et numéros

Mise en forme :
Puces et numéros

Mise en forme :
Puces et numéros

voor preventie en bescherming op het werk gespecialiseerd voor de psychosociale aspecten van het werk. Deze personen worden door het beroepsgeheim bedoeld op artikel 458 van het Strafwetboek gebonden.

a) De vertrouwenspersoon hoort de werknemer die zich tot hem/haar wendt binnen een termijn van acht kalenderdagen na het eerste contact. De preventieadviseur hoort de werknemer die zich tot hem/haar wendt binnen een termijn van acht kalenderdagen na het terugsturen van de vragenlijst die elke aanvrager ontvangt na een eerste telefonisch contact. De vertrouwenspersoon of de preventieadviseur-psychosociale aspecten informeert de werknemer die meent het voorwerp te zijn van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk over de mogelijkheid om op informele wijze een oplossing te bekomen via een interventie bij een lid van de hiërarchische lijn of via een verzoening met de aangeklaagde. De vertrouwenspersoon en de preventieadviseur specialist voor de psychosociale aspecten handelen enkel met akkoord van de werknemer. Het verzoeningsproces vereist het akkoord van beide partijen.

b) Indien de werknemer niet wenst dat er op informele wijze gezocht wordt naar een oplossing, aan de procedure een einde wil stellen, indien de bemiddeling of interventie niet leidt tot een oplossing of indien de feiten hierna blijven bestaan, kan de werknemer een met redenen omklede klacht indienen bij de vertrouwenspersoon of de bevoegde preventieadviseur.

De werknemer kan enkel een met redenen omklede klacht indienen indien hij voorafgaand aan de indiening van de met redenen omklede klacht een persoonlijk onderhoud heeft gehad met de vertrouwenspersoon of de bevoegde preventieadviseur. Dit persoonlijk onderhoud moet plaatsgrijpen binnen de acht kalenderdagen nadat de werknemer de wil heeft uitgedrukt om een met redenen omklede klacht in te dienen.

De met redenen omklede klacht is een door de werknemer ondertekend en gedateerd document dat, naast het verzoek aan de werkgever om passende maatregelen te treffen om een einde te stellen aan de feiten, de volgende gegevens bevat:

- De nauwkeurige omschrijving van de feiten die volgens de werknemer constitutief zijn voor geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk;
- Het ogenblik en de plaats waarop elk van deze feiten zich hebben;
- Identiteit van de aangeklaagde.

De werknemer ontvangt een kopie van de met redenen omklede klacht ondertekend door de vertrouwenspersoon of de bevoegde preventieadviseur. Deze kopie geldt als ontvangstbewijs en vermeldt dat het persoonlijk onderhoud heeft plaatsgevonden. Wanneer de vertrouwenspersoon de met redenen omklede klacht in ontvangst neemt, stuurt hij haar onmiddellijk door naar de bevoegde preventieadviseur.

Van zodra de preventieadviseur een met redenen omklede klacht heeft ontvangen, brengt hij de werkgever onmiddellijk op de hoogte van het feit dat de werknemer die een met redenen omklede klacht heeft ingediend de bescherming geniet bedoeld in artikel 32tredecies van de wet van 4 augustus 1996 en gewijzigd door artikel 13 van de wet van 10 januari 2007 en deelt hij aan de werkgever diens identiteit mee.

c) De bevoegde preventieadviseur deelt zo snel mogelijk aan de aangeklaagde de feiten mee die hem worden ten laste gelegd, hoort de personen, getuigen en anderen, die hij nuttig oordeelt en onderzoekt de met redenen omklede klacht op volledig onpartijdige wijze.

De aangeklaagde en de getuigen ontvangen een kopie van hun verklaring.

De preventieadviseur brengt onmiddellijk de werkgever op de hoogte van het feit dat de werknemer die een getuigenverklaring heeft afgelegd in de zin van artikel 32tredecies van de wet van 4 augustus 1996 en gewijzigd door artikel 13 van de wet van 10 januari 2007, de bescherming geniet en deelt aan de werkgever diens identiteit mee.

d) De preventieadviseur-psychosociale aspecten overhandigt een geschreven advies aan de werkgever dat de volgende elementen bevat:

1° de samenvatting van de feiten;

- 2° in voorkomend geval, het resultaat van de verzoeningspoging;
- 3° voor zover de vastgestelde gegevens van de zaak het toelaten, een gemotiveerd advies over de vraag of deze feiten al dan niet kunnen beschouwd worden als geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk of als feiten van een andere aard die een psychosociale belasting ingevolge het werk veroorzaken;
- 4° de analyse van de primaire, secundaire en tertiaire oorzaken van de feiten;
- 5° de maatregelen die moeten worden getroffen om, in het individuele geval, een einde te stellen aan de feiten;
- 6° de andere toe te passen preventiemaatregelen.

Dit advies wordt aan de werkgever verstrekt binnen een termijn van drie maanden vanaf de indiening van de met redenen omklede klacht.

Deze termijn kan meermaals worden verlengd met een termijn van drie maanden, voor zover de preventieadviseur dit telkens kan rechtvaardigen en de redenen hiervoor schriftelijk meedeelt aan de werkgever en aan de werknemer die de met redenen omklede klacht heeft ingediend.

In elk geval wordt het advies ten laatste twaalf maanden na de indiening van de met redenen omklede klacht verstrekt.

- e) De werkgever informeert de klager en de aangeklaagde over de individuele maatregelen die hij overweegt te nemen.

Indien deze maatregelen de arbeidsvoorwaarden van de werknemer kunnen wijzigen, deelt de werkgever een afschrift van het advies van de preventieadviseur bedoeld in artikel 32 sexiesdecies van de wet van 4 augustus 1996 gewijzigd door de wet van 10 januari 2007 met uitzondering van de voorstellen betreffende de collectieve preventiemaatregelen mee aan de werknemer en hoort hij deze werknemer die zich kan laten bijstaan tijdens dit onderhoud.

De werkgever deelt aan de werknemer die overweegt een rechtsvordering in te stellen een afschrift mee van het advies van de preventieadviseur bedoeld in artikel 32 sexiesdecies van de wet met uitzondering van de voorstellen betreffende de collectieve preventiemaatregelen.

Opmerking:

De werknemer van een onderneming van buitenaf die meent het voorwerp te zijn van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk vanwege een werknemer van de werkgever in wiens inrichting hij permanent werkzaamheden uitvoert kan een beroep doen op de interne procedure van de werkgever bij wie de werkzaamheden worden uitgevoerd. Wanneer er individuele preventiemaatregelen moeten getroffen worden ten aanzien van een werknemer van een onderneming van buitenaf, legt de werkgever in wiens inrichting permanent werkzaamheden worden uitgevoerd de nuttige contacten met de werkgever van de onderneming van buitenaf, opdat deze maatregelen daadwerkelijk zouden kunnen getroffen worden.

- f) De werknemers moeten de vertrouwenspersoon of de bevoegde preventieadviseur kunnen raadplegen tijdens de werkuren.

Indien de gewone arbeidstijdregeling die van toepassing is bij de werkgever het onmogelijk maakt dat de werknemer de vertrouwenspersoon of de bevoegde preventieadviseur kan raadplegen tijdens de werkuren, mag deze raadpleging ook buiten deze werkuren gebeuren, indien hierover een collectieve arbeidsovereenkomst werd gesloten.

In beide gevallen wordt de tijd besteed aan de raadpleging van de vertrouwenspersoon of de preventieadviseur beschouwd als arbeidstijd en zijn de verplaatsingskosten ten laste van de werkgever.

- g) Indien de feiten van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk doorgaan na de inwerkingtreding van de maatregelen of indien de werkgever nalaat de nodige maatregelen te treffen, wendt de preventieadviseur zich, na akkoord van de aanklager, tot de ambtenaren belast met het toezicht op de wet (TWW).

- h) Zowel de aanklager als de aangeklaagde persoon hebben het recht zich gedurende de gehele procedure te laten bijstaan door een persoon naar keuze.

2° Externe contacten

- a) De werknemer die meent het voorwerp te zijn van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk kan zich richten tot de met het toezicht belaste ambtenaar van Toezicht Welzijn op het Werk die onderzoekt of de werkgever de bepalingen van de wet alsook zijn uitvoeringsbesluiten naleeft.
- b) Al wie een belang kan aantonen kan voor het bevoegde rechtscollege een vordering instellen om de naleving van deze wetgeving af te dwingen en kan inzonderheid de toekenning van schadevergoeding vorderen. Indien de arbeidsrechtbank vaststelt dat de werkgever een procedure voor de behandeling van een met redenen omklede klacht heeft opgesteld en zij vaststelt dat deze procedure wettig kan worden toegepast, kan de rechtbank, wanneer de werknemer zich rechtstreeks tot haar richt, aan deze werknemer bevelen de voornoemde procedure toe te passen. In dat geval wordt de behandeling van de zaak opgeschort tot deze procedure is beëindigd.

3° Register voor extern geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk

De werkgever verricht in samenwerking met de bevoegde preventieadviseur, een risicoanalyse van de vormen van psychosociale belasting veroorzaakt door andere personen op de arbeidsplaats voor deze werknemers die bij de uitvoering van hun werk in contact komen met deze andere personen.

Met het oog op deze risicoanalyse neemt de werkgever waarvan de werknemers in contact komen met andere personen op de arbeidsplaats kennis van de verklaringen van de werknemers die opgenomen zijn in een register.

Deze verklaringen omvatten een beschrijving van de feiten van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk die werden veroorzaakt door andere personen op de arbeidsplaats en waarvan de werknemer meent het voorwerp te zijn geweest, evenals de data van die feiten. Ze vermeldt de identiteit van de werknemer niet.

Dit register wordt bijgehouden door de vertrouwenspersoon, door de preventieadviseur gespecialiseerd voor de psychosociale aspecten van het werk of door de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk indien de bevoegde preventieadviseur deel uitmaakt van een externe dienst en er geen enkele vertrouwenspersoon werd aangewezen.

Alleen de werkgever, de bevoegde preventieadviseur en de vertrouwenspersoon hebben toegang tot dit register.

Het wordt ter beschikking gehouden van de met het toezicht belaste ambtenaar.

De werkgever bewaart de verklaringen inzake de feiten die in het register zijn opgenomen, gedurende vijf jaren, te rekenen vanaf de dag dat de werknemer deze verklaringen heeft laten optekenen.

SP 37.- Urbanisme - Subside Performance Energétique des Bâtiments (PEB) - Création de 1,5 emplois temporaires subsidiés == Stedenbouw - Energieprestaties van de Gebouwen (EPB) - Creëren van 1,5 tijdelijk betoelaagde betrekkingen

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juin 2007 relative à la Performance Energétique des Bâtiments (PEB) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention à la Commune de Schaerbeek couvrant les rémunérations de 1 et ½ agents afin de soutenir la mise en œuvre de l'ordonnance sur la PEB et ce, dans

le cadre d'une convention entre la Commune et l'Institut Bruxellois de Gestion de l'Environnement ;

Vu la délibération du Conseil en séance de ce jour approuvant la signature de cette convention ;

Considérant que le subsidie prend cours pour une durée d'1 an à dater de l'engagement des intéressés et se termine au plus tard le 31 mars 2010 ;

Considérant que la création d'1 et 1/2 emplois temporaires d'inspecteur constitue un préalable à la mise en œuvre de ce projet ;

Sur propositions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 décembre 2008 et du 6 janvier 2009 ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement du plan de redressement du 15 janvier 2009 ;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 23 janvier 2009;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

De créer à titre temporaire, et au plus tard jusqu'au 31 mars 2010, 1 et ½ emplois d'inspecteur dans le cadre du subsidie « Performance énergétique des bâtiments » (PEB).

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 juni 2007 houdende de energiestatistiek van gebouwen;

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende een toekenning aan de Gemeente Schaarbeek die de wedden van 1 en ½ ambtenaren dekt om de toepassing van de ordonnantie houdende de energiestatistiek van gebouwen te ondersteunen in het kader van een overeenkomst tussen de Gemeente en het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad in vergadering van vandaag houdende goedkeuring van de ondertekening van deze overeenkomst;

Overwegende dat de toekenning voor de duur van 1 jaar met ingang vanaf de aanwerving van belanghebbenden loopt en uiterlijk op 31 maart 2010 eindigt ;
Overwegende dat de oprichting van 1 en 1/2 tijdelijke betrekkingen van inspecteur voor het inwerkingstellen van dit project nodig is ;

Gelet op de voorstellen van het college van burgemeester en schepenen van 9 december 2008 en 6 januari 2009;

Gelet op het gunstig advies van het Begeleidingscomité van het saneringsplan op 15 januari 2009;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het onderhandelingscomité op datum van 23 januari 2009;

BESLIST bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen tot 31 maart 2010 1 en ½ tijdelijke betrekkingen van inspecteur in het kader van de toekenning "Energieprestatie van gebouwen" op te richten.

SP 38.- Agents contractuels subventionnés - Convention 15707 - Modification du cadre -- Gesubsidieerde contractuele - Overeenkomst 15707 - Wijziging van het kader

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu sa délibération du 13 mai 1998 fixant le cadre du personnel communal ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'état auprès de certains pouvoirs locaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 février 1998 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels subventionnés ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2006, dans le cadre de son Contrat pour l'Economie et l'Emploi, de mettre en œuvre au sein du régime des agents contractuels subventionnés un projet visant à augmenter les opportunités pour les chercheurs d'emploi peu scolarisés d'acquérir des qualifications supplémentaires et une expérience professionnelle valorisante;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a transmis à la Commune en date du 31 octobre 2008 un projet de convention n° 15707 ;

Considérant que 25 postes d'agents contractuels subventionnés de niveau C (uniquement secteur petite enfance), D ou E ont été attribués à la Commune;

Considérant que ces 25 postes doivent être affectés à des activités dans le cadre des missions de propreté publique ou dans le cadre de la mise en œuvre des politiques communales de sécurité et de prévention ou dans le cadre de l'accueil des enfants de moins de 3 ans ;

Considérant que cette convention prévoit l'obligation pour la Commune d'engager maximum 33 agents sous le statut d'ACS « de transition », soit 15% de l'ensemble des postes ACS toutes conventions confondues ;

Considérant que cette convention prévoit l'obligation pour la Commune d'établir un plan de formation de 33 travailleurs ACS, toutes conventions confondues, dont la durée équivaut à minimum 1/3 du temps de travail et faisant partie intégrante de la convention ;

Considérant que le coût salarial de ces agents contractuels subventionnés est couvert par la subvention maximale de 22.808 €;

Considérant que la convention porte sur une période indéterminée prenant cours le 1^{er} novembre 2008;

Considérant par ailleurs qu'il y a lieu, afin de permettre une révision de la situation administrative et pécuniaire d'agents contractuels titulaires d'un titre supérieur à l'emploi qu'ils occupent et aux agents ayant satisfait à un examen d'aptitude, de transformer certains emplois ACS prévus au cadre du personnel ;

Sur propositions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 janvier 2009 et du 13 janvier 2009 ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement du plan de redressement du 15 janvier 2009 ;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 23 janvier 2009;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

1) d'adopter la convention et le plan de formation déposés au dossier et d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer la convention « Contractuels subventionnés n° 15707 » conclue avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui prend ses effets à la date du 1^{er} novembre 2008 ;

2) De modifier comme suit le cadre du personnel :

Département des Ressources humaines :

- Suppression d'1 emploi d'adjoint technique du bureau Espaces verts et création d'1 emploi d'assistant administratif au département Ressources humaines (pour mémoire poste n°13 – convention 15108 - référence tableaux de suivi ACS au 28/1/09)

Département Equipement – bureau Equipement/magasin

- suppression d'1 emploi d'adjoint technique du bureau Electricité (occupé par un ouvrier auxiliaire) et création d'1 emploi d'adjoint technique au bureau Equipement/magasin (convention 15108)

Département Infrastructure – bureau Electricité

- suppression d'1 emploi d'ouvrier auxiliaire du bureau Propreté publique et création d'1 emploi d'adjoint technique au bureau Electricité (pour mémoire poste n°69 de la convention 15108 – référence tableaux de suivi ACS au 28/1/09)

Département Infrastructure – bureau Propreté publique

- création de 16 emplois d'ouvrier auxiliaire (convention 15707)
- création de 4 emplois d'adjoint technique (convention 15707)
- création de 1 emploi d'adjoint administratif (convention 15707)
- transformation de 2 emplois d'ouvrier auxiliaire en 2 emplois d'adjoint technique (pour mémoire postes n° 96 de la convention 15108 et n° PP009§2 de la convention 15702 – référence tableaux de suivi ACS au 28/1/09)

Département Infrastructure – bureau Entretien

- suppression d'1 emploi d'ouvrier auxiliaire du bureau Propreté publique et création d'1 emploi d'adjoint technique au bureau Entretien (pour mémoire poste n°78 de la convention 15108 - référence tableaux de suivi ACS au 28/1/09)
- suppression d'1 emploi d'adjoint technique du bureau Propreté publique et création d'1 emploi d'ouvrier auxiliaire au bureau Entretien (pour mémoire poste n°107 de la convention 15108 - référence tableaux de suivi ACS au 28/1/09)

Département Infrastructure – bureau Voirie

- suppression de 2 emplois d'ouvrier auxiliaire du bureau Propreté publique et création de 2 emplois d'ouvrier auxiliaire au bureau Voirie (pour mémoire postes n° 26 et 49 de la convention 15108 – référence tableaux de suivi ACS au 28/1/09)

Département Services spécifique – bureau Petite Enfance

- création d'1 emploi d'adjoint administratif (convention 15707)
- création d'1 emploi d'assistant administratif (convention 15707)

Département Services spécifiques – bureau Crèches

- création de 2 emplois d'assistantes techniques (puéricultrices) (convention 15707)

Département Services spécifiques - bureau Emploi/Chômage

- suppression d'1 emploi d'ouvrier auxiliaire du bureau Propreté publique et création d'1 emploi d'assistant administratif (pour mémoire poste n° 26 de la convention 15108 - référence tableaux de suivi ACS au 28/1/09)

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op het raadsbesluit van 13 mei 1998 tot vaststelling van de personeelsformatie;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuele bij sommigen plaatselijke besturen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 februari 1998 tot bepaling van de verdelingscriteria voor de subsidies toegekend aan de lokale besturen die gesubsidieerde contractuele tewerkstellen;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 december 2006, in het kader van zijn Contract voor Economie en Werkgelegenheid, om in het stelsel van gesubsidieerde contractuele een project op te stellen dat tot doel heeft om voor de weinig geschoolde werkzoekenden de gelegenheid te verhogen om bijkomende bevoegdheden en een werkervaring te verkrijgen;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de Gemeente in datum van 31 oktober 2008 een ontwerp van overeenkomst nr. 15707 heeft gezonden ;

Overwegende dat 25 betrekkingen van gesubsidieerde contractuele van niveau C (alleen sector van peuters), D of E aan de gemeente werden toegekend;

Overwegende dat deze 25 betrekkingen moeten tewerkgesteld worden voor het uitvoeren van taken in het kader van opdrachten inzake openbare netheid of in het kader van de uitvoering van het gemeentelijk beleid inzake veiligheid en preventie of in het kader van het onthaal van kinderen van minder dan 3 jaar oud;

Overwegende dat deze overeenkomst de verplichting voor de Gemeente vastlegt om maximum 33 ambtenaren onder het stelsel van « overgang » GESCO'S aan te werven, te weten 15% van het geheel van de GESCO'S betrekkingen, rekening houdend met alle overeenkomsten ;

Overwegende dat deze overeenkomst de verplichting voor de Gemeente vastlegt om een opleidingsplan voor 33 GESCO'S werknemers op te stellen die gedurende minimum 1/3 van de prestaties gevolgd wordt en die noodzakelijk deel van de overeenkomst uitmaakt ;

Overwegende dat de loonkost van deze gesubsidieerde contractuele door de maximale subsidie van 22.808 € gedekt wordt;

Overwegende dat de overeenkomst voor een onbepaalde duur met ingang van 1 november 2008 loopt ;

Overwegende dat het past met het oog op een herziening van de administratieve en geldelijke toestand van gesubsidieerde contractuele personeelsleden die houder zijn van een hoger diploma dan de betrekking die ze bekleden en die aan een bekwaamheidsexamen voldaan hebben bepaalde betrekkingen van de personeelsformatie om te zetten ;

Gelet op de voorstellen van het college van Burgemeester en Schepenen van 6 en 13 januari 2009;

Gelet op het gunstig advies van het Begeleidingscomité van de saneringsplan op 15 januari 2009;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het onderhandelingscomité op datum van 23 januari 2009;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

- 1) het aan het dossier gevoegde overeenkomst en opleidingsplan goed te keuren en het College van Burgemeester en Schepenen machtiging te verlenen de overeenkomst "Gesubsidieerde contractuele 15707" afgesloten met de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, die in werking treedt op 1 november 2008, te ondertekenen;
- 2) de personeelsformatie als volgt te wijzigen :

Departement van Human resources

- afschaffing van 1 betrekking van technisch adjunct van het bureau Groenzones en oprichting van 1 betrekking van administratief assistent in het departement van Human resources (pro memorie betrekking nr 13 – overeenkomst 15108 – referentie opvolgingstabellen Gesco's op 28/1/09)

Departement Uitrusting – bureau Uitrusting/centraal magazijn

- afschaffing van 1 betrekking van technisch adjunct van het bureau Elektriciteit (door een hulparbeider bezet) en oprichting van 1 betrekking van technisch adjunct in het bureau Uitrusting/magazijn (overeenkomst 15108)

Departement Infrastructuur – bureau Elektriciteit

- afschaffing van 1 betrekking van hulparbeider van het bureau Openbare netheid en oprichting van 1 betrekking van technisch adjunct in het bureau Elektriciteit (pro memorie betrekking nr 69 van de overeenkomst 15108 – referentie opvolgingstabellen Gesco's op 28/1/09)

Departement Infrastructuur – bureau Openbare netheid

- oprichting van 16 betrekkingen van hulparbeiders (overeenkomst 15707)
- oprichting van 4 betrekkingen van technisch adjunct (overeenkomst 15707)
- oprichting van 1 betrekking van administratief adjunct (overeenkomst 15707)
- wijziging van 2 betrekkingen van hulparbeider in 2 betrekkingen van technisch adjunct (pro memorie betrekkingen nr 96 van de overeenkomst 15108 en nr. PP009§2 van de overeenkomst 15702 – referentie opvolgingstabellen Gesco's op 28/1/09)

Departement Infrastructuur – bureau Onderhoud

- afschaffing van 1 betrekking van hulparbeider van het bureau Openbare netheid en oprichting van 1 betrekking van technisch

adjunct in het bureau Onderhoud (pro memorie betrekking nr. 78 van de overeenkomst 15108 – referentie opvolgingstabellen Gesco's op 28/1/09)

- afschaffing van 1 betrekking van technisch adjunct van het bureau Openbare netheid en oprichting van 1 betrekking van hulparbeider in het bureau Onderhoud (pro memorie betrekking nr 107 van de overeenkomst 15108 – referentie opvolgingstabellen Gesco's op 28/1/09)

Departement Infrastructuur – bureau Wegen

- afschaffing van 2 betrekkingen van hulparbeider van het bureau Openbare netheid en oprichting van 2 betrekkingen van hulparbeider in het bureau Wegen (pro memorie betrekkingen nr. 26 en 49 van de overeenkomst 15108 – referentie opvolgingstabellen Gesco's op 28/1/09)

Departement Specifieke diensten – bureau Kinderen

- oprichting van 1 betrekking van administratief adjunct (overeenkomst 15707)
- oprichting van 1 betrekking van administratief assistent (overeenkomst 15707)

Departement Specifieke diensten – bureau Kribben van Schaarbeek

- oprichting van 2 betrekkingen van technisch assistenten (overeenkomst 15707)

Departement Specifieke diensten – bureau Tewerkstelling en werkloosheid

- afschaffing van 1 betrekking van hulparbeider van het bureau Openbare netheid en oprichting van 1 betrekking van administratief assistent (pro memorie betrekking nr 26 van de overeenkomst 15108 – referentie opvolgingstabellen Gesco's op 28/1/09)

SP 39.- Plan de prévention urbaine - Modification du cadre temporaires du contrat de sécurité et de prévention - Approbation -- Stads preventieplan - Wijziging van het tijdelijk kader van het veiligheids- en preventiecontract - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu sa délibération du 26 septembre 2002 portant création d'un cadre temporaire des emplois prévus au contrat de sécurité et de prévention subsidié par l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles Capitale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu sa délibération du 25 juin 2008 approuvant le contrat de sécurité et de prévention 2008 approuvé par la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il y a lieu de transformer deux emplois du cadre temporaire du contrat de sécurité et de prévention afin de permettre une révision de la situation administrative et pécuniaire d'agents contractuels titulaires d'une fonction d'encadrement, à savoir la fonction de coordinateur général des éducateurs de rue et la fonction de coordinateur général du service Présence visible ;

Considérant que cette dépense sera couverte par l'enveloppe « indexation barémique » du contrat de sécurité et de prévention (volet régional) ;

Considérant par ailleurs la nécessité de transformer 1 emploi d'assistant administratif à mi-temps en 1 emploi de secrétaire administratif à mi-temps dans le cadre du projet de médiation scolaire, afin de l'aligner sur les autres emplois de médiateurs ;

Vu le courrier du 5 novembre 2008 de l'administration de la Région de Bruxelles Capitale donnant un accord de principe sur cette demande ;

Sur propositions du Collège des Bourgmestres et Echevins du 9 décembre 2008 et du 6 janvier 2009 ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement du plan de redressement du 15 janvier 2009 ;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 23 janvier 2009;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

De modifier le cadre temporaire des emplois prévus au Contrat de sécurité et de prévention subsidié par l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles Capitale selon ce qui suit :

- Axe 0. « Coordination, représentation micro-locale et support, 2. cellule de gestion Prévention » : transformation d'1 emploi de secrétaire administratif en emploi de secrétaire administratif chef (coordinateur général des éducateurs de rue)

- Axe I. « Relations institutions – population, 2. médiation socio-scolaire » : transformation d'1 emploi d'assistant administratif (assistant médiateur) à mi-temps en 1 emploi de secrétaire administratif (médiateur scolaire) à mi-temps

- Axe IV. «Présence visible, 1. Agents de prévention et de sécurité » : transformation de l'emploi de secrétaire administratif (coordinateur) en emploi de secrétaire administratif chef (coordinateur général)

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117,119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op zijn raadsbesluit van 26 september 2002 houdende oprichting van een tijdelijke personeelsformatie van de betrekkingen voorzien in het Veiligheids- en preventiecontract gesubsidieerd door de Staat en door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op zijn besluit van 25 juni 2008 houdende goedkeuring van het Veiligheids- en preventiecontract 2008 goedgekeurd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het past met het oog op een herziening van de administratieve en geldelijke toestand van contractuele personeelsleden die houder zijn van een leidinggevende functie, 2 betrekkingen van de tijdelijke personeelsformatie van het veiligheids- en preventiecontract om te zetten, namelijk de functie van algemene coördinator van de straathoekwerkers en de functie van algemene coördinator van de dienst Herkenbare Aanwezigheid ;

Overwegende dat deze uitgave door de begroting "loonindexatie" van de veiligheids- en preventie contract (regionaal luik) zal gedekt worden;

Overwegende dat het past 1 halftijdse betrekking van administratief assistent (bemiddelaar assistent) in 1 halftijdse betrekking van administratief secretaris in het kader van het project van schoolbemiddeling om te zetten, om deze betrekking aan de andere betrekkingen van schoolbemiddelaar aan te passen;

Gelet op de brief van 5 november 2008 van het bestuur van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende principeakkoord op dit aanvraag;

Gelet op de voorstellen van het college van burgemeester en schepenen van 9 december 2008 en 6 januari 2009;

Gelet op het gunstig advies van het Begeleidingscomité van het saneringsplan op 15 januari 2009;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het onderhandelingscomité op datum van 23 januari 2009;

BESLIST bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De tijdelijke personeelsformatie van de betrekkingen voorzien in het Veiligheids- en preventiecontract gesubsidieerd door de Staat en door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als volgt te wijzingen:

- Axe 0. « Coördinatie, 2. coördinatiecel van de dienst Preventie » : wijziging van 1 betrekking van administratief secretaris in 1 betrekking van administratief hoofdsecretaris (algemene coördinator van de straathoekwerkers)

- Axe I. « Relatie instellingen - bevolking, 2. schoolbemiddeling » : wijziging van 1 halftijdse betrekking van administratief assistent (bemiddelaarassistent) in 1 halftijdse betrekking van administratief secretaris (schoolbemiddelaar)
- Axe IV. “ Zichtbare aanwezigheid, 1. Assistenten voor preventie en veiligheid”: wijziging van de betrekking van administratief secretaris (coördinator) in 1 betrekking van administratief hoofdsecretaris (algemene coördinator).

INFRASTRUCTURES == INFRASTRUCTUUR

Bâtiments == Gebouwen

SP 40.- Hôtel communal - remplacement de l'enregistreur-multiplexeur du système de vidéosurveillance - Prendre acte - Mode de passation et fixation des conditions du marché == Gemeentehuis - Vervanging van de opnemer-vermenigvuldiger van het videobewakingsstelsel - Akteneming - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant qu'au cours de l'année 2008, le conseil communal a par deux fois approuvé un projet de modernisation et d'extension du système de vidéosurveillance de l'hôtel communal :

Considérant que la délibération du conseil communal du 23 avril 2008 a été annulée par arrêté du 18 juin 2008 ;

Considérant que la délibération du conseil communal du 15 octobre 2008 approuvant des conditions du marché modifiées a été suspendue par le M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment parce qu'il y aurait chevauchement d'objet entre différents critères d'attribution ;

Considérant que ce projet complexe devra faire l'objet d'un nouveau projet, remanié et simplifié, à mettre en concurrence en 2009 ;

Considérant que différents vols et tentatives de vols ont été perpétrés encore récemment à l'hôtel communal et que l'enregistreur actuel ne permet pas de disposer d'images correctes permettant d'identifier les auteurs ;

Considérant qu'il s'impose de remplacer d'urgence l'enregistreur multiplexeur par un appareil performant ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 décembre 2008 arrêtant le mode de passation et fixant les conditions du marché de fournitures ;

Considérant que le coût de l'investissement est de l'ordre de 24.000 € et que les crédits disponibles figuraient au budget 2008, à l'article 104/724-IN-60/51 ;

PREND ACTE par appel nominal, à l'unanimité

De la décision précitée du collège des Bourgmestre et Echevins du 23 décembre 2008

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.

Overwegende dat in de loop van het jaar 2008, de gemeenteraad tot twee maal toe een ontwerp goedkeurde betreffende de modernisering en uitbreiding van het videobewakingssysteem van het gemeentehuis;

Overwegende dat het raadsbesluit van 23 april 2008 bij besluit van 18 juni 2008 werd vernietigd;

Overwegende dat het raadsbesluit van 15 oktober 2008 houdende goedkeuring van de gewijzigde opdrachtvoorwaarden, door de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd geschorst, voornamelijk omdat er een overlapping van onderwerp tussen de verschillende gunningscriteria zou zijn;

Overwegende dat dit complexe ontwerp zal worden herwerkt en vereenvoudigd tot een nieuw ontwerp, dat in 2009 aan een mededingingsprocedure zal worden onderworpen;

Overwegende dat onlangs nog verschillende diefstallen en pogingen tot diefstal in het gemeentehuis werden gepleegd en dat het huidige opnametoestel geen correcte beelden weergeeft waarop de daders kunnen worden herkend;

Overwegende dat het noodzakelijk en dringend is het opnametoestel-multiplexor te vervangen door een performant toestel;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 december 2008 houdende vaststelling van de gunningswijze en van de voorwaarden van deze opdracht van leveringen;

Overwegende dat de investeringskost om en bij 24.000 € bedraagt en de nodige kredieten beschikbaar waren op artikel 104/724-IN-60/51 van de begroting over 2008;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen Van bovengenoemde beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 december 2008.

SP 41.- CSA - Vifquin - Fourniture et placement de stores à enrouleurs - Prendre acte - Mode de passation et fixation des conditions du marché -- SAC - Vifquin - Leveren en plaatsen van oprolluiken - Akteneming - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant l'absence de protection solaire aux fenêtres des bureaux administratifs situés en façade Sud du bâtiment CSA – Vifquin ;

Considérant que cette situation est incommode pour le personnel communal ;

Considérant dès lors qu'il est nécessaire d'équiper de stores les fenêtres des niveaux 3 et 4, orientés plein Sud, sur la rue Vifquin ;

Considérant qu'il convient de faire appel à une société privée pour la fourniture et le placement de stores textiles à enrouleur selon les conditions du marché définies dans le cahier spécial des charges n°08/133 ;

Considérant que le coût de ce marché est estimé à 15.000 €;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestres et Echevins du 16 décembre 2008 par lequel il décide;

1. d'approuver le principe du marché de fournitures relatif à la fourniture et au placement de stores à enrouleur aux fenêtres des bureaux administratifs situés en façade Sud du bâtiment CSA – Vifquin ;
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de sept firmes ;
3. d'imputer la dépense estimée à 15.000 € à l'article 104/724-IN-60/51
4. de financer la dépense par un emprunt

PREND ACTE par appel nominal, à l'unanimité

De la décision précitée du Collège des Bourgmestres et Echevins du 16 décembre 2008.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de afwezigheid van zonneweringen aan de ramen van de administratieve kantoren gelegen aan de zuidgevel van het SAC-gebouw – Vifquinstraat;

Overwegende dat deze situatie voor het gemeentepersoneel zeer onaangenaam is;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om de naar het zuiden gerichte ramen van de 3^{de} en 4^{de} verdieping, aan de Vifquinstraat, van stores te voorzien;

Overwegende dat het zou passen een beroep te doen op een privé-firma voor de levering en plaatsing van oprolbare stoffen stores volgens de voorwaarden van de opdracht bepaald in het bijzonder bestek nr. 08/133

Overwegende dat de kostprijs van deze opdracht werd geraamd op 15.000 €;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 december 2008 houdende:

1. goedkeuring van het principe voor de opdracht van leveringen met betrekking tot de levering en plaatsing van oprolbare stores aan de ramen van de administratieve kantoren gelegen aan de zuidgevel van het SAC-gebouw - Vifquinstraat;
2. goedkeuring van de gunningswijze en de voorwaarden van de overeenkomst: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van zeven firma's;
3. aanrekening van de uitgave geraamd op 15.000 € op artikel 104/724-IN-60/51;
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT AKTE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen Van voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 december 2008.

SP 42.- Complexe sportif Renan (Crossing) - Commande de boilers et accessoires connexes à placer dans les vestiaires/Sanitaire provisoires - Prendre acte - Mode de passation et fixation des conditions du marché -- Sportcentrum Renan (Crossing) - Bestelling van waterketels en verwante toebehoren te plaatsen in de tijdelijke kleedkamers/sanitaire blokken - Akteneming - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^oa - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la décision du 19 février 2008 par laquelle le collège des bourgmestre et échevins approuve l'implantation de blocs préfabriqués en guise de vestiaires/sanitaires provisoires dans l'enceinte du terrain de sport du Crossing ;

Considérant qu'il est prévu que ces préfabriqués restent fonctionnels à cet endroit le temps de la réalisation des travaux de rénovation et de reconstruction du stade du Crossing ;

Considérant que deux boilers alimentant les douches en eau chaude sont hors d'usage et doivent impérativement être remplacés ;

Considérant qu'il convient de faire appel au secteur privé pour la fourniture des boilers et des accessoires de raccord ;

Considérant qu'il convient également de faire une commande connexe de quelques quincailleries et accessoires auprès de notre adjudicataire annuel pour la fourniture d'accessoires sanitaires ;

Considérant que le placement du matériel serait assuré par le personnel communal ;

Considérant que le coût total des fournitures est estimé à 4.000 €;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 décembre 2008 par lequel il décide;

1. d'approuver le principe du remplacement de deux boilers dans les sanitaires provisoires sur le site du Crossing ;
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché de fournitures relatif à l'acquisition des deux boilers et de leurs accessoires de raccord : procédure négociée sans publicité, après consultation de trois firmes ;
3. d'imputer la dépense de 4.000 € à l'article 764/724-IN-60/51 ;
4. de financer la dépense par un emprunt

PREND ACTE par appel nominal, à l'unanimité

De la décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 décembre 2008

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van 19 februari 2008 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen instemt met de inplanting van geprefabriceerde blokken die, tijdelijk, gebruikt worden als kleedkamers/sanitair, binnen het sportterrein van de 'Crossing'.

Overwegende dat het voorzien wordt dat deze prefabs, ter plaatse, functioneel blijven voor de duur van de renovatie- en constructiewerken van het stadion 'Crossing'.

Overwegende dat twee boilers die douches en warm water bevoorraden buiten gebruik zijn en dringend vervangen moeten worden.

Overwegende dat het past beroep te doen op de privé sector voor de levering van boilers en verbindingsstukken.

Overwegende dat het eveneens past een bijkomende bestelling te plaatsen voor beslag en hulpstukken bij de jaarlijks aangeduide leverancier voor de levering van sanitaire hulpstukken.

Overwegende dat de plaatsing van het materiaal gebeurt door het gemeentepersoneel.

Overwegende dat de totale uitgave van de leveringen geraamd wordt op 4.000 €

Gelet op het proces-verbaal van 16 december 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij besloten wordt:

1. in te stemmen met het principe van de vervanging van twee boilers voor de tijdelijke sanitaire inrichting op de site van de 'Crossing'.
2. in te stemmen met de gunningswijze en de voorwaarden voor de opdracht van leveringen betreffende de aankoop van twee boilers en hun verbindingsstukken : onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van drie firma's.
3. de uitgave van 4.000 € aan te rekenen op artikel 764/724-IN-60/51.
4. de uitgave te financieren met een lening.

NEEMT AKTE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Van voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 december 2008.

SP 43.- Réalisation des travaux d'acoustiques à l'école Chazal, la Bibliothèque sise place de la Reine et à la crèche Antares au complexe Kinetix - Majoration de la dépense == Verwezenlijken van geluidswerende werken in de Chazalschool, de bibliotheek gelegen Koninginneplein en het kinderdagverblijf Antares aan het Kinetixgebouw - Meeruitgave

M. Lahlali intervient

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 30 voix et 10 abstentions ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 30 stemmen en 10 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la décision du conseil communal du 17 décembre 2008 approuvant le projet de travaux d'acoustique dans les bâtiments communaux suivants : le réfectoire de l'école Chazal, la bibliothèque 'Mille et une page', place de la Reine et la crèche 'Antares' (la salle des grands) au complexe Kinetix, boulevard Lambermont, pour un montant estimé à 18.000 € TVAC,

Considérant que 3 offres conformes ont été introduites suite à l'appel d'offres lancé auprès de 6 firmes spécialisées ;

Considérant que ces 3 offres dépassent le montant estimé des travaux.

Considérant que l'offre la moins chère a été retenue et qu'elle entre dans l'enveloppe des crédits disponibles.

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 30 décembre 2008 d'attribuer le marché pour les travaux d'acoustique au réfectoire Chazal, la bibliothèque place de la Reine et la crèche Antares, complexe Kinetix.

DECIDE par appel nominal, par 30 voix et 10 abstentions

- 1) d'approuver la majoration de la dépense relative au travaux d'acoustique à divers bâtiments communaux pour un montant total de 32.000 €- TVAC
- 2) d'imputer la dépense aux articles 751/722-IN-60/51 (réfectoire Chazal), 767/724-IN-60/54 (bibliothèque) et 844/724-IN-60/51 (crèche Antares, complexe Kinetix)
- 3) de financer la dépense par l'emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd.

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de beslissing van 17 december 2008 van de gemeenteraad waarbij de akoestische werken in de gemeentelijke bibliotheek 'Mille et une page' (Koninginneplein), in het kinderdagverblijf Antares, zaal van de peuters (Kinetixcomplex, Lambermontlaan) en in de refter van de school Chazal (Chazallaan), goedgekeurd werden voor een bedrag geraamd op 18.000 € BTWI.

Overwegende dat 3 conforme offertes ingediend werden na een oproep tot mededinging bij 6 gespecialiseerde firma's.

Overwegende dat de prijs van deze 3 offertes hoger ligt dan het geraamde bedrag voor de werken.

Overwegende dat de laagste offerte weerhouden werd en in de beschikbare kredieten valt.

Gelet op de beslissing van 30 december 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen om de opdracht voor de akoestische werken in de gemeentelijke bibliotheek- Koninginneplein, in het kinderdagverblijf Antares, zaal van de peuters - Kinetixcomplex, Lambermontlaan en in de refter van de school Chazal toe te wijzen.

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, 30 stemmen en 10 onthoudingen

- 1) in te stemmen met de verhoging van de uitgave betreffende de akoestische werken in verschillende gemeentebouwen voor een totaal bedrag van 32.000 €BTWI.
- 2) de uitgave aan te rekenen op artikels 767/724-IN-60/54 (bibliotheek 'Mille et une page'), 751/722-IN-60/51 (schoolrefter Chazal) en 844/724-IN-60/51 (kinderdagverblijf Antares).
- 3) de uitgave te financieren met de lening.

Espaces Publics -- Openbare ruimten

SP 44.- Athénée Fernand Blum - Section Renan - Renouvellement des locaux sanitaires - Majoration de la dépense -- Atheneum Fernand Blum - Sectie Renan - Vernieuwing van de sanitaire gebouwen - Meeruitgave

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la décision du conseil communal du 15 octobre 2008 approuvant la rénovation des sanitaires "garçons" de l'athénée Fernand Blum , section Renan, pour un montant estimé à 78.000 € TVAC,

Considérant que les 4 offres déposées suite à l'appel d'offres lancé auprès de 9 firmes spécialisées dépassent le montant estimé des travaux ;

Considérant que les offres ont été négociées ;

Considérant qu'aucune offre n'est comprise dans l'enveloppe budgétaire initialement prévue ;

Considérant que l'offre retenue entre, par ailleurs, dans l'enveloppe des crédits disponibles ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 23 décembre 2008 d'attribuer le marché pour la réalisation des travaux de rénovation des toilettes de l'athénée Fernand Blum

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

- 1) d'approuver la majoration de la dépense relative à la rénovation des toilettes "garçons" de l'athénée F. Blum pour un montant total de 80.528, 33 € TVA C
- 2) d'imputer la dépense à l'article 731/724-IN-60/51 ;
- 3) de financer la dépense par l'emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de beslissing van 15 oktober 2008 waarbij de renovatie van de sanitaire infrastructuur 'jongens' in het atheneum F. Blum, afdeling Renan, goedgekeurd werd voor een bedrag geraamd op 78.000 € BTW inbegrepen.

Overwegende dat de 4 offertes, die ingediend werden na de oproep tot mededinging bij 9 gespecialiseerde firma's, hoger liggen dan het geraamde bedrag voor de werken.

Overwegende dat er onderhandeld werd over de offertes.

Overwegende dat er geen enkele offerte in de begroting valt die oorspronkelijk voorzien werd.

Overwegende dat, anderzijds, de offerte die weerhouden werd wel onder de beschikbare kredieten valt.

Gelet op de beslissing van 23 december 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen om de opdracht voor de renovatiewerken van de toiletten in het atheneum F. Blum toe te wijzen.

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

- 1) in te stemmen met de verhoging van de uitgave betreffende de renovatie van de 'jongenstoiletten' in het atheneum F. Blum voor een totaal bedrag van 80.528,33 € BTWI.
- 2) de uitgave aan te rekenen op artikel 731/724 IN-60/51.
- 3) de uitgave te financieren met de lening.

SP 45.- Ecole 2-12 sise rue Gallait - Projet de sécurisation - Majoration de la dépense -- School 2-12 gelegen Gallaitstraat - Veiligheidsontwerp - Meeruitgave

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 30 voix et 10 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 30 stemmen en 10 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la décision du conseil communal du 26 novembre 2008 approuvant l'installation d'un système de video-parlophonie à l'école 2/12 sise rue Gallait, pour un montant estimé à 4000 €TVAC,

Considérant qu'une seule offre a été déposée suite à l'appel d'offres lancé auprès de 4 firmes spécialisées ;

Considérant que cette offre dépasse le montant estimé mais est comprise dans l'enveloppe des crédits disponibles ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 23 décembre 2008 d'attribuer le marché pour sécuriser les accès de l'école 2/12

DECIDE par appel nominal, par 30 voix et 10 abstentions

- 1) d'approuver la majoration de la dépense relative à la sécurisation de l'école 2/12 pour un montant total de 6.194, 59 €TVA C
- 2) d'imputer la dépense à l'article 722/724-IN-60/51 ;
- 3) de financer la dépense par l'emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de beslissing van 26 november 2008 van de gemeenteraad waarbij de installatie van een video-parlofoniesysteem in school 2/12, gelegen Gallaitstraat, goedgekeurd werd voor het geraamde bedrag van 4.000 €- BTWI.

Overwegend dat er slechts een offerte ingediend werd na de oproep tot mededinging bij 4 gespecialiseerde firma's.

Overwegende dat de prijs van deze offerte hoger is dan de raming, maar wel in de beschikbare kredieten valt

Gelet op de beslissing van 23 december 2008 van het College van Burgemeester en Schepenen om de opdracht voor de beveiliging van de toegang van school 2/12 toe te wijzen.

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 30 stemmen en 10 onthoudingen

- 1) in te stemmen met de verhoging van de uitgave betreffende de beveiliging van school 2/12 voor een totaal bedrag van 6.194,59 €- BTWI.
- 2) de uitgave aan te rekenen op artikel 722/724-IN-60/51.

3) de uitgave te financieren met de lening.

Gestion immobilière -- Vastgoedbeheer

SP 46.- Guichet unique Logement - Evaluation - Reconduction de l'expérience - Convention - Approbation -- Uniek woonloket - Evaluatie - Verlenging van de ondervinding - Overeenkomst - Goedkeuring

MM. Van Gorp et Grimberghs interviennent

M. Denys répond

M. Vanhalewyn intervient

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 30 voix contre 10 -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 30 stemmen tegen 10

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 119 de la nouvelle loi communale ;

Vu sa délibération du 17 septembre 2008, par laquelle sont organisées les modalités de collaboration entre l'ASBL Asis, Le Foyer Schaerbeekois et la commune pour l'organisation du Guichet Unique Logement

Considérant que le fonctionnement de celui-ci est largement satisfaisant après trois mois d'existence

Que l'expérience peut donc être prolongée

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 janvier 2009

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport

DECIDE par appel nominal, par 30 voix contre 10

d'approuver le projet de convention déposé au dossier, visant à prolonger (pour une période d'un an) les modalités de collaboration entre l'ASBL Asis, le Foyer Schaerbeekois et la commune pour l'organisation du Guichet Unique du Logement

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op haar beraadslaging van 17 september 2008 bij dewelke de medewerkingmodaliteiten tussen de vzw Asis, de Schaarbeekse Haard en de gemeente Schaarbeek, betreffende de organisatie van het Uniek woonloket, vastgelegd worden

Oerwegende dat de werking van dit loket, na drie maanden van bestaan, breed voldoende is.

Dat deze ervaring verlengd mag worden.

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 januari 2009

Overwegende dat het past recht te laten gelden aan dit verslag

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met 30 stemmen tegen 10

het in het dossier neergelegde ontwerp van overeenkomst goed te keuren, teneinde de samenwerking tussen de vzw Asis, de Schaarbeekse Haard en de gemeente in het kader van dit Uniek Woonloket, te verlengen.

Environnement -- Leefmilieu

SP 47.- Plan 2008-2013 de prévention et lutte contre le bruit en Région de Bruxelles-Capitale - Demande d'avis -- Plan 2008-2013 voor de preventie en de strijd tegen het lawaai in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Advies

Mme Vriamont et M. de Beaufort interviennent

DECISION DU CONSEIL --= BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 30 voix et 10 abstentions --= Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 30 stemmen en 10 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 120 bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 5§8 de l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain ;

Vu l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu que l'enquête publique s'est déroulée du 15 octobre au 31 décembre 2008 et n'a donné lieu à aucune lettre de réclamation ou d'observation ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 20 janvier 2009

DECIDE par appel nominal, par 30 voix et 10 abstentions d'adopter le texte ci-annexé portant sur :

L'avis de la commune de Schaerbeek relatif au Projet de 2^{ème} plan 2008-2013 de prévention et lutte contre le bruit en Région de Bruxelles-Capitale

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikels 117 en 120bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 5§8 van de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving ;

Gelet op de ordonnantie van 18 maart 2004 betreffende de milieueffectenbeoordeling van bepaalde plannen en programma's;

Gelet op het openbaar onderzoek van 15 oktober tot 31 december 2008 die geen aanleiding tot klachten en opmerkingen heeft gegeven;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 20 januari 2009;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met 30 stemmen en 10 onthoudingen bijgevoegde tekst aan te nemen, houdende :

Het advies van de gemeente Schaarbeek betreffende het Ontwerp van het 2^e plan 2008-2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor de preventie en de bestrijding van geluidshinder in een stedelijke omgeving

* * * * *

Après le point 47 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants --= Na het punt 47 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden deelnemen : MM.-hh. El Khattabi, Özkara, Köse, Lahlali, Öztürk, Mmes-mevr. Essaidi, Smeysters, M.-h. Courtheoux, Mmes-mevr. Hemamou, Onkelinx, MM.-hh. Köksal, Dönmez, Mme-mevr. Aliç, M.-h. Bouhjar, Mme-mevr. Ozdemir, M.-h. Nimal, Mmes-mevr. Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, van de Werve de Schilde, Mme-mevr. Guisse, MM.-hh. Reghif, Echouel, Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.- hh. Kaddour, Vanhalewyn, Mme-mevr. Held, MM.-hh. Charels, Guillaume, Noël, Clerfayt, Verzin, Van Gorp, De Herde, Grimberghs, Mmes-mevr. Bouarfa, Nyssens, MM.-hh. Denys et/en Mme-mevr. Jodogne

*

* * *

*

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : M. EL KHATTABI

OUI - JA : 0

STEMT ALS EERSTE : DE H. EL KHATTABI

NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	1-2, 11-32, 34, 36-42, 44	3-5	7
MM.-HH. CHARELS	O	O	O
GUILLAUME	O	O	O
NOEL	O	O	O
CLERFAYT	O	O	O
VERZIN	O	O	O
VAN GORP	O	-	N
DE HERDE	O	O	O
GRIMBERGHS	O	N	N
MMES-MEVR. BOUARFA	O	-	N
NYSSENS	O	N	N
MM.-HH. DENYS	O	O	O
EL KHATTABI	O	O	O
OZKARA	O	-	N
KÖSE	O	O	O
DEMOL			
LAHLALI	O	-	N
RAMDANI			
ÖZTURK	O	O	O
MMES-MEVR. ESSAIDI	O	O	O
SMEYSTERS	O	O	O
M.-H. COURTHEOUX	O	-	N
MMES-MEVR. HEMAMOU	O	O	O
ONKELINX	O	-	N
DURANT			
MM.-HH. KÖKTEN			
KÖKSAL	O	O	O
DÖNMEZ	O	-	N
MME-MEVR. ALIC	O	-	N
M.-H. BOUHJAR	O	-	N
MME-MEVR. OZDEMIR	O	N	N
M.-H. NIMAL	O	O	O
MMES-MEVR. CHAN	O	O	O
GÜLES	O	O	O
MM.-HH. DE BEAUFFORT	O	O	O
AYAD			
VAN DE WERVE DE SCHILDE	O	O	O
MMES-MEVR. NALBANT			
GUISSE	O	O	O
MM.-HH. REGHIF	O	O	O
ECHOUEL	O	O	O
EL ARNOUKI			
MMES-MEVR. VRIAMONT	O	-	N
LEJEUNE DE SCHIERVEL	O	O	O
MM.-HH. KADDOUR	O	O	O
VANHALEWYN	O	O	-
MME-MEVR. HELD	O	O	O
MME-MEVR. JODOGNE	O	O	O
OUI-JA	40	27	26
NON-NEEN	0	3	13
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	0	10	1

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : M. EL KHATTABI
STEMT ALS EERSTE : DE H. EL KHATTABI

OUI - JA : O
NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J.	8, 33, 43	9, 46	10
Punten agenda	45, 47		
MM.-HH. CHARELS	O	O	O
GUILLAUME	O	O	O
NOEL	O	O	O
CLERFAYT	O	O	O
VERZIN	O	O	O
VAN GORP	-	N	N
DE HERDE	O	O	O
GRIMBERGHS	O	O	-
MMES-MEVR. BOUARFA	-	N	N
NYSENS	O	O	-
MM.-HH. DENYS	O	O	O
EL KHATTABI	O	O	O
OZKARA	-	N	N
KÖSE	O	O	O
DEMOL			
LAHLALI	-	N	N
RAMDANI			
ÖZTURK	O	O	O
MMES-MEVR. ESSAIDI	O	O	O
SMEYSTERS	O	O	O
M.-H. COURTHEOUX	-	N	N
MMES-MEVR. HEMAMOU	O	O	O
ONKELINX	-	N	N
DURANT			
MM.-HH. KÖKTEN			
KÖKSAL	O	O	O
DÖNMEZ	-	N	N
MME-MEVR. ALIC	-	N	N
M.-H. BOUHJAR	-	N	N
MME-MEVR. OZDEMIR	O	O	-
M.-H. NIMAL	O	O	O
MMES-MEVR. CHAN	O	O	O
GÜLES	O	O	O
MM.-HH. DE BEAUFFORT	O	O	O
AYAD			
VAN DE WERVE DE SCHILDE	O	O	O
MMES-MEVR. NALBANT			
GUISSE	O	O	O
MM.-HH. REGHIF	O	O	O
ECHOUEL	O	O	O
EL ARNOUKI			
MMES-MEVR. VRIAMONT	-	N	N
LEJEUNE DE SCHIERVEL	O	O	O
MM.-HH. KADDOUR	O	O	O
VANHALEWYN	O	O	O
MME-MEVR. HELD	O	O	O
MME-MEVR. JODOGNE	O	O	O
OUI-JA	30	30	27
NON-NEEN	0	10	10
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	10	0	3

* *

M. Vanhalewyn justifie son abstention au point 7.

* *

ORDRE DU JOUR (REPRISE) == AGENDA (VERVOLG)

POINTS INSRITS À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX == PUNTEN

OPGETEKEND OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

SP 48.- Motion concernant le stationnement pour les personnes à mobilité réduites lors d'événements extérieurs (*Motion déposée par Madame Angelina CHAN, Monsieur Mohamed REGHIF et Monsieur Mohamed ECHOUEL*) == Motie betreffende het parkeren van mindervalide personen tijdens evenementen in open lucht (*Motie ingediend door mevrouw Angelina CHAN, de heer Mohamed REGHIF en de heer Mohamed ECHOUEL*)

M. Echouel expose sa motion
Mme Chan et M. Grimberghs interviennent
Mme la Bourgmestre ff répond

La motion est reportée

* *

Mme Onkelinx quitte la séance.

* *

SP 49.- Le Conseil Consultatif Communal des Aînés (CCCA) de Schaerbeek (*Demande de Madame Clotilde NYSSENS*) De Gemeentelijke Adviesraad voor de Senioren van Schaarbeek (*Verzoek van mevrouw Clotilde NYSSENS*)

Mme Nyssens expose son point
M. Guillaume répond

SP 50.- Qu'est-ce qui existe en termes d'information à nos concitoyens? Quels sont les projets en cours? (*Demande de Monsieur Yvan de Beaufort*) == Wat bestaat er als informatiebronnen voor onze medeburger? Wat zijn de lopende ontwerpen? (*Verzoek van de heer Yvan de Beaufort*)

M. de Beaufort expose son point
M. Nimal répond.

* *

M. EL Arnouki entre en séance.

* *

SP 51.- Soutien à la population palestinienne de Gaza, victime de la guerre (*Motion déposée par Monsieur Larbi KADDOUR*) == Steun aan de Palestijnse bevolking in Gaza, slachtoffer van de oorlog. (*Motie ingediend door der heer Larbi KADDOUR*)

Mme la Bourgmestre ff. expose la motion

Mme Bouarfa, MM. Dönmez, Clerfayt, Grimberghs, Vanhalewyn, Bouhjar, Reghif et EL Khattabi interviennent.

Vote à main levée sur deux amendements -- Stemming met handopsteken op twee amendementen :

1. Amendement déposé par Mme la Bourgmestre ff. : Vu les débats du 26 juin 2002 qui ont aboutis à la motion relative à la situation au Proche Orient.

Amendement approuvé par 33 voix et 1 abstention --
Amendement goedgekeurd met 33 stemmen en 1 onthouding

2. Amendement déposé par Madame Bouarfa : Rajouter, déplore et condamne l'attaque disproportionnée d'Israël sur Gaza

Amendement approuvé par 15 voix contre 8 et 13 abstentions --
Amendement goedgekeurd met 15 stemmen tegen 8 en 13 onthoudingen

* *

M. Clerfayt justifie son abstention pour se vote.

* *

Absents - Afwezig : M.-h. Denys, MM.-hh. Demol; Kökten, Van Gorp, Mme-mevr. Nyssens, M.-h. Ramdani, Mme-mevr. Nalbant, M.-h. Ayad, Mme-mevr. Onkelinx, M.-h. de Beaufort et/en Mme-mevr. Durant

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé par 34 voix et 2 abstentions -- Goedgekeurd met 34 stemmen en 2 onthoudingen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Préoccupé par la situation dramatique du Proche-Orient et par ses répercussions en Europe et dans le monde ;

Informé de la situation humanitaire effroyable de la population palestinienne qui compte ses très nombreux morts et blessés, mais qui, en outre, vit aujourd'hui dans une situation épouvantable (électricité, eau courante, nourriture, médicaments, soins de santé, fonctionnement des hôpitaux, pétrole...) du fait du blocus et de la guerre ;

Convaincu que ce sont les civils innocents dont de nombreux enfants qui payent le plus lourd tribut et que c'est vers ces populations des deux camps que son attention doit principalement se tourner ;

Conscient de l'émotion que cette situation inacceptable provoque parmi la population et désireux qu'elle n'entraîne pas sur le territoire de la commune des comportements qui font le jeu de la violence et de l'incompréhension et qui sont le fruit essentiellement de manœuvres de récupération, d'amalgames et de velléités de communautarisation du conflit en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les débats du 26 juin 2002 qui ont abouti à la motion relative à la situation au Proche-Orient;

Par appel nominal, par 34 voix et 2 abstentions

1. Rappelle

- son attachement aux valeurs démocratiques et au respect des droits de l'Homme et renouvelle son soutien à tous les Palestiniens et Israéliens qui travaillent courageusement en faveur d'une paix juste et durable ;
- son initiative du 30 mars 2005, la plantation au Square Riga d'un « Olivier pour la paix en Palestine » ;

2. Soutient l'appel du Gouvernement fédéral qui :

- appelle à un réel cessez-le feu immédiat (demandé également par le Conseil de Sécurité des Nations Unies) et à son respect par toutes les parties, et à retour aussi rapide que possible à la logique d'une solution négociée et viable ;
- souhaite que l'entrée des secours humanitaires dans la bande de Gaza soit rendue effectivement possible de manière urgente par la réouverture complète des points d'accès et maintient en stand-by l'équipe de B-Fast qui doit pouvoir, avec l'accord des parties concernées, être vite déployée;
- participe à une opération de rapatriement des enfants blessés suite aux opérations militaires actuelles de la bande de Gaza, afin qu'ils soient soignés dans des conditions adéquates.

3. Demande au Gouvernement fédéral :

- de débloquer en urgence une aide humanitaire belge à faire acheminer vers Gaza et exprime son souhait de participer au plus vite à cette aide humanitaire ;
- d'inviter le Conseil de Sécurité de l'ONU,
 - ❖ à intervenir pour une levée urgente, sur le plan économique et humanitaire, de l'embargo du Gouvernement israélien sur la bande de Gaza ;
 - ❖ à mettre sur pied une force internationale de paix sous l'égide de l'ONU afin de stabiliser, dès que le conflit sera terminé, la situation dans la bande de Gaza et dans le sud d'Israël.

4. Charge le collègue :

- de soutenir et d'encourager les initiatives de dialogue et d'informations responsables ayant pour but de donner une vision réelle de la situation et d'encourager le maintien du niveau de tolérance et de respect interculturel prévalant à Schaerbeek ;
- de soutenir les projets de solidarité et d'échange avec les collectivités locales et les associations qui œuvrent pour la paix dans la commune, la région, le pays, et d'étudier les meilleures façons d'entretenir des relations fructueuses avec des municipalités sur place ;
- d'envoyer cette motion à : Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Vice-premiers Ministres, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Monsieur le Ministre de la coopération au développement, Monsieur le Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, Monsieur le Ministre-Président des gouvernements wallons et de la Communauté française.

SP 51/2.- L'état des lieux de politique de cohésion sociale (*Demande de Monsieur Ibrahim DÖNMEZ*) == De inventaris van de politiek rond de sociale samenhang (*Verzoek van de heer Ibrahim DÖNMEZ*)

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

SP 51/3.- Le stationnement dans les rues limitrophes avec les autres communes (*Demande de Monsieur Ibrahim DÖNMEZ*) == Het parkeren in de straten die grenzen aan andere gemeenten (*Verzoek van de heer Ibrahim DÖNMEZ*)

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

**SP 51/4.- La politique de l'emploi (*Demande de Monsieur Ibrahim DÖNMEZ*) -
== De tewerkstellingspolitiek (*Verzoek van de heer Ibrahim DÖNMEZ*)**

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

SP 51/5.- L'état des lieux de la politique des seniors (*Demande de Monsieur Ibrahim DÖNMEZ*) == De inventaris van de seniorenpolitiek (*Verzoek van de heer Ibrahim DÖNMEZ*)

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

SP 51/6.- Le règlement communal en matière d'occupation de locaux (Neptunium) (*Demande de Monsieur Abobakre BOUHJAR*) == Het gemeentereglement betreffende de bezetting van lokalen (Neptunium) (*Verzoek van de heer Abobakre BOUHJAR*)

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

SP 51/7.- Dexia (*Demande de Monsieur Abobakre BOUHJAR*) == Dexia (*Verzoek van de heer Abobakre BOUHJAR*)

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

SP 51/8.- La situation des chèques-sport (*Demande de Monsieur Abobakre BOUHJAR*) == De situatie van de sport-cheques (*Verzoek van de heer Abobakre BOUHJAR*)

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

* *

La séance est interrompue pendant quelques instants. == De vergadering wordt onderbroken gedurende enkele ogenblikken.

* *

SP 51/9.- Le financement des colonies israéliennes en territoire palestinienne par la banque DEXIA (*Motion de Madame Sfia BOUARFA et Monsieur Mohamed LAHLALI*) == De financiering van Israëlische koloniën op Palestijns grondgebied door de Dexia bank (*Motie van Mevrouw Sfia BOUARFA en de heer Mohamed LAHLALI*)

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

SP 51/10.- Les démarches de la commune en direction de "la Poste" pour maintenir voire améliorer la qualité des bureaux de postes à Schaerbeek (*Demande de Monsieur Denis GRIMBERGHS*) == De stappen van de gemeente naar "De Post" om de kwaliteit van de postkantoren, op het grondgebied van Schaerbeek, te behouden of zelfs te verbeteren. (*Verzoek van de heer Denis GRIMBERGHS*)

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

SP 51/11.- L'état d'avancement de la rue Massaux (*Demande de Madame Mahinur OZDEMIR*) -- De vorderingsstaat van de Massauxstraat (*Verzoek van mevrouw Mahinur OZDEMIR*)

Ce point est reporté -- Dit punt wordt overgedragen

SP 51/12.- Le drame de Gaza et la situation humanitaire catastrophique qui en découle (*Motion de Messieurs Vincent VANHALEWYN, Mohamed ECHOUEL, Mohamed REGHIF, Abobakre BOUHJAR, Mohamed EL ARNOUKI, Ibrahim DÖNMEZ et Denis GRIMBERGHS*) -- Het drama in Gaza en de catastrofieke humanitaire situatie die eruit voortvloeit (*Motie van de heren Vincent VANHALEWYN, Mohamed ECHOUEL, Mohamed REGHIF, Abobakre BOUHJAR, Mohamed EL ARNOUKI, Ibrahim DÖNMEZ en Denis GRIMBERGHS*)

Ce point a été exposé pendant les discussion du point 51 -- Dit punt werd behandeld tijdens de bespreking van het punt 51.

SP 51/13.- La violence qui se manifeste dans les établissements scolaires (*Demande de Monsieur Mohamed ECHOUEL*) -- Het geweld dat zich voordoet in de schoolinstellingen (*Verzoek van de heer Mohamed ECHOUEL*)

M. Echouel expose son point
M. Verzin et Mme Essaidi répondent

SP 51/14.- L'application du décret Mixité du Ministre Dupont (*Demande de Madame Colienne LEJEUNE de SCHIERVEL*) -- De toepassing van het decreet "gemengdheid" van Minister Dupont (*Verzoek van mevrouw Colienne LEJEUNE de SCHIERVEL*)

Mme Lejeune de Schiervel expose son point
M. Verzin répond

* *

MM. Bouhjar, Dönmez, Mme Bouarfa et M. Lahlali quittent la séance.

* *

QUESTIONS ORALES -- MONDELINGE VRAGEN

SP 52.- Le financement de Dexia de colonies israéliennes dans les territoires occupés en Palestine (*Question de Monsieur Larbi KADDOUR*) -- De financiering van Dexia van Israëlische kolonies in het bezette gebied in Palestina (*Vraag van de heer Larbi KADDOUR*)

M. Kaddour pose sa question
M. De Herde et Mme la Bourgmestre ff répondent.

SP 53.- Le plan d'urgence Anti-pollution (*Question de Monsieur Larbi KADDOUR*) -- Het anti vervuilingsplan (*Vraag van de heer Larbi KADDOUR*)

M. Kaddour pose sa question

Mme la Bourgmestre ff répond.

* *

M. Van Gorp entre en séance. == De h. Van Gorp treedt ter vergadering

* *

SP 54.- Le service clientèle via Irisbox (*Question de Madame Bernadette VRIAMONT*) == De klantvriendelijke dienstverlening via Irisbox (*Vraag van Mevrouw Bernadette VRIAMONT*)

Ce point est transformé en question écrite == Dit punt wordt omgevormd in een schriftelijke vraag.

SP 54/2.- Le stationnement rue du Progrès (*Question de Monsieur Ibrahim DÖNMEZ*) == Het parkeren in de Vooruitgangstraat (*Vraag van de heer Ibrahim DÖNMEZ*)

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

SP 54/3.- L'annulation de la braderie 2008 sur la chaussée de Haecht (*Question de Monsieur Ibrahim DÖNMEZ*) == De schrapping van de markt 2008 op de Haachtsesteenweg (*Vraag van de heer Ibrahim DÖNMEZ*)

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

SP 54/4.- Le projet d'aménagement sur un terrain communal situé rue Gaucheret (*Question de Monsieur Ibrahim DÖNMEZ*) == Het ontwerp tot inrichting van een gemeentelijke grond gelegen in de Gaucheretstraat (*Vraag van de heer Ibrahim DÖNMEZ*)

Ce point est reporté == Dit punt wordt overgedragen

La séance publique est levée le 22 novembre 2007 à 20 heures 10 minutes -
== De openbare vergadering wordt beëindigd op 22 november 2007 om 20.10 uur.